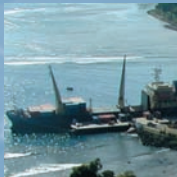


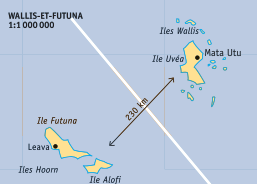
	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
<b>Total M1</b>	<b>217 625</b>	<b>224 422</b>	<b>246 200</b>	<b>6 797</b>	<b>21 778</b>	<b>3,1 %</b>	<b>9,7 %</b>
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
<b>Total M2</b>				<b>9 778</b>	<b>5,4 %</b>	<b>16,5 %</b>	
M3 - M2				<b>2 111</b>	<b>1,2 %</b>	<b>- 14,8 %</b>	
Dépôts				<b>5 144</b>	<b>- 1,9 %</b>	<b>- 14,8 %</b>	



## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

N°144 - Statistiques au 30/09/2010



## Wallis-et-Futuna

**L'Institut d'émission d'outre-mer** est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrémentés), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

## Sommaire

<b>1. Synthèse</b>	<b>3</b>
<b>2. La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>6</b>
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
<b>3. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>8</b>
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	9
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
4.2 Les passifs des établissements locaux	16
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>17</b>
5.1 Les risques sectoriels	17
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
Indicateurs globaux	21
La vulnérabilité des ménages	21
La vulnérabilité des entreprises	22
<b>6. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>24</b>
L'équilibre emplois-ressources	24
<b>7. La monétique et les échanges de valeurs</b>	<b>24</b>
7.1 La monétique	24
7.2 Les échanges de valeurs	25
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>26</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	26
8.4 Taux de l'usure	27
<b>Annexes méthodologiques</b>	<b>28</b>

## 1. Synthèse

### L'évolution conjoncturelle internationale au 3<sup>e</sup> trimestre 2010

La reprise économique mondiale se poursuit, mais à un rythme inférieur à celui observé au 1<sup>er</sup> semestre. Dans les pays avancés, le rythme de la croissance reste modéré, tandis qu'il est très soutenu dans les pays émergents. Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB s'est ralenti au 3<sup>e</sup> trimestre à 0,4%, après une croissance exceptionnelle de 1% au 2<sup>e</sup> trimestre, toutefois la dynamique positive de la reprise dans la zone euro se maintient.

Les tensions inflationnistes sont restées modérées dans les pays avancés, tandis qu'elles persistent dans certains pays émergents. Globalement, la politique monétaire reste accommodante dans les pays avancés. Le taux d'intérêt directeur dans la zone euro demeure inchangé, à 1% depuis 2009. Les mesures de prêt exceptionnelles de la BCE assurent le maintien de liquidités suffisantes. Sur le marché interbancaire, l'Eonia se situe d'ailleurs bien en dessous du taux de refinancement. Aux Etats-Unis les taux de refinancement directeurs s'établissent à des niveaux très bas, dans une fourchette de 0 à 0,25%, mais sont complétés depuis novembre par des mesures d'ajustement quantitatif de la monnaie diffusée (programme d'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Fed américaine). La Banque de Chine a annoncé le 19 octobre la première hausse de deux de ses taux directeurs depuis décembre 2007.

Dans la zone euro, la stabilité financière a continué d'être menacée par la crise des dettes souveraines de plusieurs pays (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) liée à l'évolution des finances publiques dans certains pays et à la vulnérabilité à des réactions négatives des marchés. En dépit des programmes d'ajustement économique annoncés en Irlande et au Portugal, du plan de sauvetage de 85 milliards d'euros accordé à l'Irlande fin novembre et de l'accord sur un mécanisme d'aide permanent destiné à remplacer le Fonds européen de Stabilité financière de 440 milliards d'euros devant expirer en 2013, les inquiétudes actuelles des marchés persistent. Dans ce contexte, la BCE a décidé de revoir à la hausse le montant de ses rachats d'emprunts d'Etat dans le cadre du Programme d'achat de titres mis en place en mai 2010.

Les tensions sur le marché de la dette souveraine ont sensiblement affaibli l'euro. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est demeuré faible au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2010 (moins de 1,3), avant de se redresser légèrement début décembre. Les discussions du G20 réuni à Séoul en novembre 2010, en vue d'une réforme du système monétaire international, n'ont pas permis de réduire les divergences sur le marché international des changes, ravivées par la décision de la Fed de monétiser la dette publique. La tendance haussière des cours boursiers depuis la mi-2010 s'est interrompue sur certaines places, à la suite notamment de la décision de la Fed. Sur le marché des matières premières, le cours du pétrole a progressé en raison de tensions sur l'offre et la demande.

Dans la zone euro, l'analyse des données monétaires montre une reprise, modérée toutefois, du rythme de croissance des prêts des institutions monétaires et financières au secteur privé. Au cours de la période récente, les banques ont globalement stabilisé la taille de leurs bilans, tout en renforçant l'octroi de crédit au secteur privé.

En matière bancaire, le G20 de Séoul a entériné le principe du nouveau régime prudentiel dit de « Bâle III », qui vise à renforcer la supervision bancaire et financière (renforcer la qualité des fonds propres, améliorer la couverture et la gestion du risque de contrepartie, améliorer la couverture et la gestion du risque de liquidité, limiter l'effet de levier, réduire la procyclicité, minimiser le risque systémique), que les pays doivent transposer dans leur droit national d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et dont le plein effet est attendu pour 2019.

### L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au 3<sup>e</sup> trimestre 2010

Malgré une embellie économique qui se confirme au 3<sup>e</sup> trimestre 2010 sous l'effet de la commande publique, la situation financière du Territoire ne connaît pas d'amélioration notable. Les délais de règlement des marchés publics, ainsi que l'absence de recours à des financements bancaires pour les entreprises exécutantes expliquent probablement le décalage observé entre la reprise économique et sa répercussion attendue sur la sphère financière.

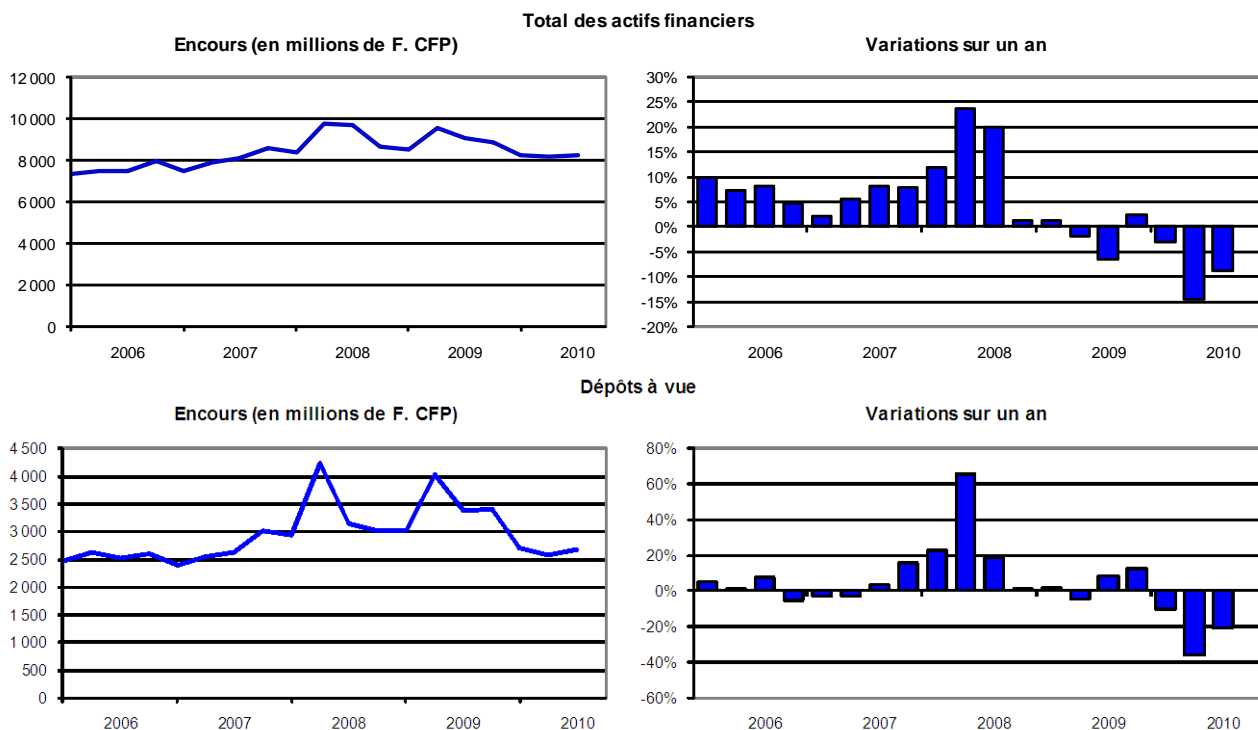
En rythme annuel, on constate cependant un léger ralentissement dans la dégradation des actifs comme des passifs financiers, après plusieurs trimestres consécutifs de forte détérioration.

- **Stabilisation des actifs financiers pour le deuxième trimestre consécutif**

Sur le trimestre, l'ensemble des actifs financiers affiche une relative stabilité (+0,9 %), après une variation elle-même peu prononcée au cours du deuxième trimestre 2010 (-0,7 %). L'amélioration de l'encours brut sur les dépôts à vue (+4,5 %), portée principalement par une progression sensible des disponibilités des sociétés (+10,1 %), explique la meilleure orientation des dépôts locaux (+1 %). Les dépôts à terme, toujours pénalisés par des taux de rémunération peu attractifs, poursuivent leur baisse, avec -16,3 % ce trimestre. L'épargne est réaffectée vers des comptes sur livrets (+4,3 %) ou bien vers des placements réalisés hors de la zone d'émission, tels que les contrats d'assurance-vie (+2,3 %).

En glissement annuel, le total des actifs financiers reste en retrait de 8,8 % par rapport à septembre 2009, une baisse des dépôts à vue des sociétés de 46,3 % étant à l'origine de cette chute importante. Pour mémoire, les comptes de dépôts à vue de sociétés domiciliées à Wallis-et-Futuna ont connu des mouvements de capitaux importants durant ces deux dernières années, et le niveau actuel des dépôts à vue des sociétés reflète certainement davantage l'activité des sociétés locales.

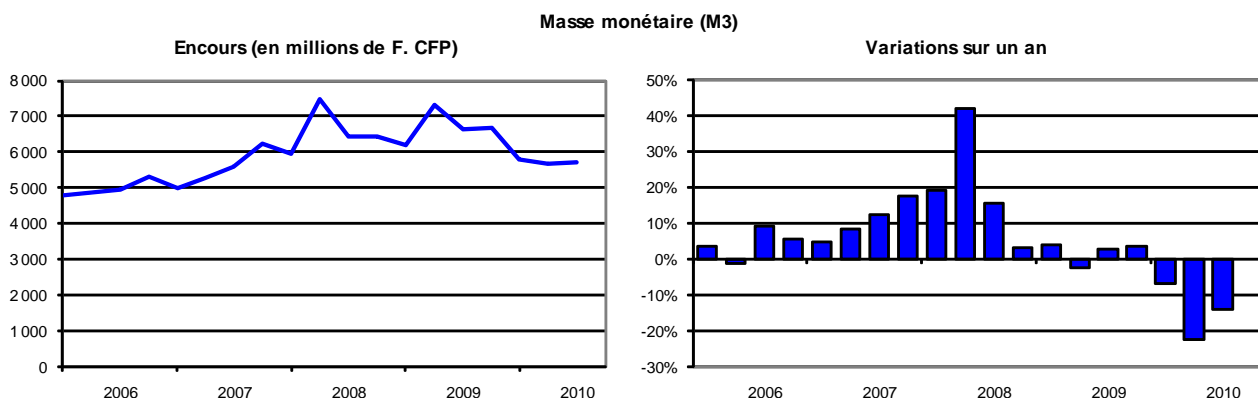
La situation des ménages est quant à elle assez favorable, avec une augmentation annuelle des actifs de 9,7 %, dont 14 % pour les dépôts à vue de ce type d'agent économique.



- Légère progression de la masse monétaire

La reprise des dépôts à vue (+4,5 %) et des comptes sur livret (+4,3 %) sur le trimestre vient impacter favorablement les deux premières composantes de la masse monétaire, M1 et M2 gagnant respectivement 3,1 % et 3,2 %. Néanmoins, le repli des dépôts à terme (-16,3 %) limite la progression de M3 à 1,1 %. En glissement annuel, M3 se contracte de 13,8 %.

La position extérieure nette des établissements de crédit (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement excédentaire, affiche une légère baisse sur le trimestre (-0,9 %) mais la contraction est davantage marquée en glissement annuel (- 21,2 %) : le recul des actifs sur l'année a en effet engendré une diminution des avoirs gérés hors zone d'émission de 17,2 %.

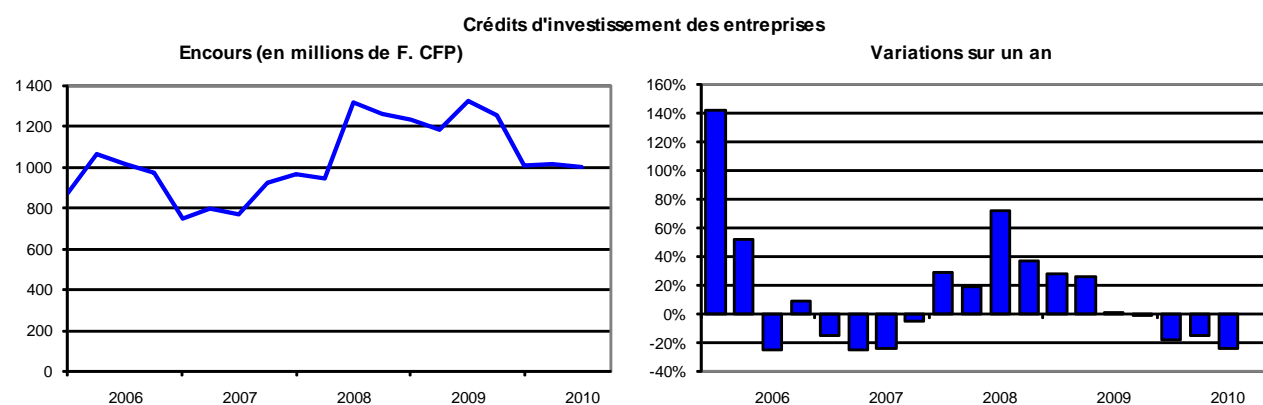
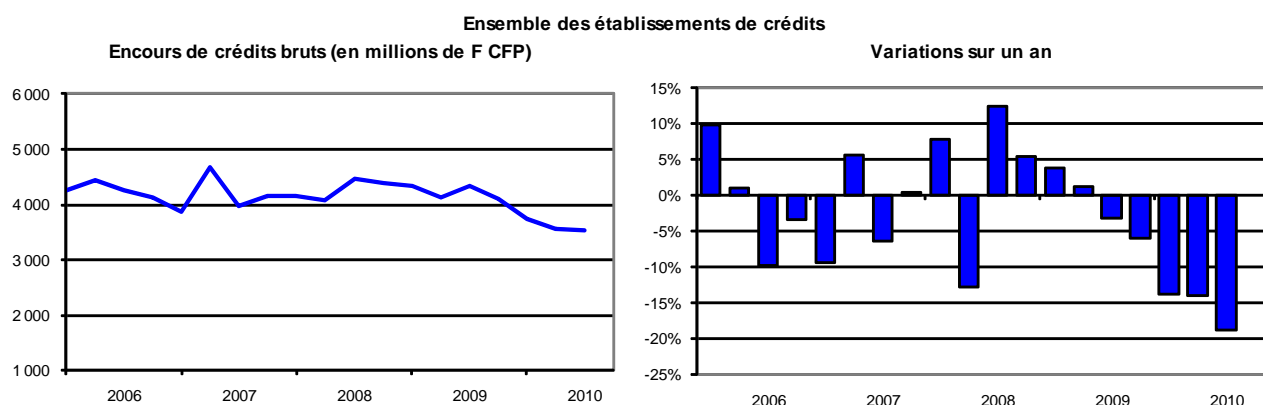


- Une reprise du financement bancaire local

Les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna ont poursuivi leur baisse ce trimestre (-1,2 %). En revanche, les établissements de crédit locaux présentent à nouveau une activité de crédit en hausse, avec un encours brut qui progresse de 1,7 %, après 3 trimestres consécutifs en net recul. Sur 12 mois, le financement bancaire local à Wallis-et-Futuna accuse un repli de 19,8 % en encours brut et de 21,4 % en encours sain.

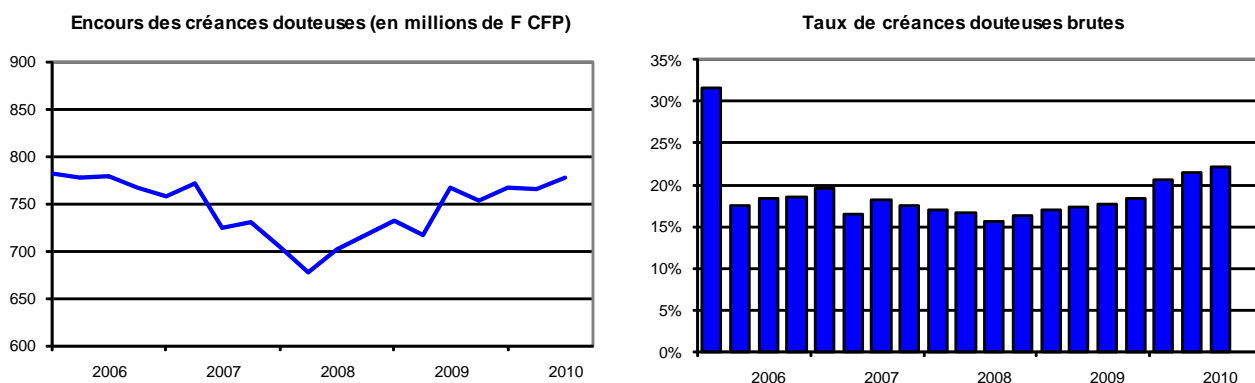
L'encours de crédit aux ménages, tout établissement confondu, recule de 1,8 % au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2010. Après une suspension temporaire, la réactivation du système de cession volontaire sur salaire permettant de garantir les remboursements des crédits de trésorerie aux ménages a permis de relancer ce trimestre la dynamique des crédits de trésorerie aux particuliers (+2,7 %), compensant partiellement l'érosion constante du crédit à l'habitat (-10,7 %) dont les octrois ont été suspendus depuis fin 2004 faute de garanties foncières suffisantes. En glissement annuel, la chute de l'encours de ce type d'agent est de 19,2 %.

Pour les sociétés, les encours sont en légère baisse ce trimestre (-1,3 %), mais accusent une diminution de 28,9 % en glissement annuel, contraction qui affecte toutes les catégories de concours : -71,8 % pour les créances commerciales, -24,3 % pour les crédits d'investissement. Par ailleurs, il est à noter que 82,2 % du crédit distribué aux entreprises est accordé par des établissements financiers non installés localement (et plus de 90 % pour les crédits d'investissement). Ceci reflète la polarisation des financements autour de quelques grands investisseurs suivis par des établissements bancaires, calédoniens pour la plupart.



- **Montée continue du risque**

Dans ce contexte où la distribution du crédit reste timorée, le taux de créances douteuses progresse graduellement, atteignant le niveau élevé de 22,1 % au 30 septembre 2010, soit +0,6 point en un trimestre. Le risque est supporté à 43 % par les particuliers, suivi du commerce (pour 24 %) et des services (20 %). Malgré une activité soutenue du secteur, le BTP ne porte quant à lui que 1 % des engagements bancaires.



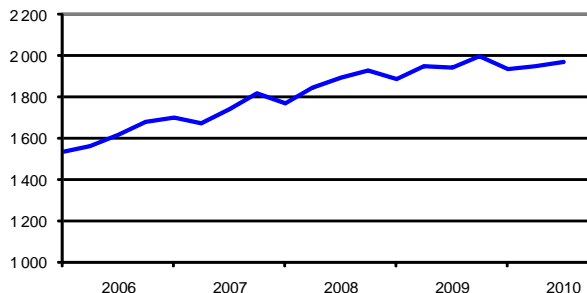


## 2. La masse monétaire et ses contreparties

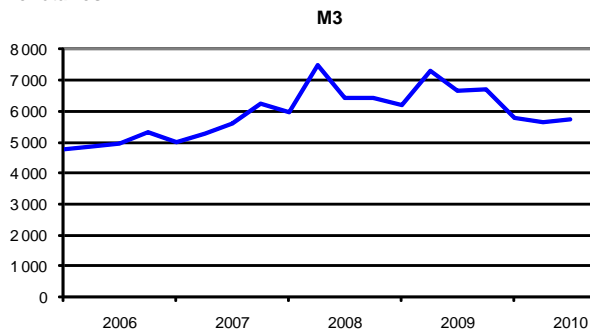
### 2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 618	1 746	1 894	1 943	2 001	1 938	1 951	1 975	1,2%	1,6%
<i>Billets</i>	1 620	1 747	1 893	1 943	2 000	1 938	1 951	1 975	1,2%	1,7%
<i>Pièces</i>	-2	-1	1	0	1	1	0	0	-189,4%	-192,9%
Dépôts à vue	2 542	2 637	3 139	3 395	3 416	2 699	2 574	2 689	4,5%	-20,8%
<b>TOTAL M1</b>	<b>4 160</b>	<b>4 383</b>	<b>5 033</b>	<b>5 338</b>	<b>5 417</b>	<b>4 637</b>	<b>4 526</b>	<b>4 664</b>	<b>3,1%</b>	<b>-12,6%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>366</b>	<b>362</b>	<b>413</b>	<b>586</b>	<b>611</b>	<b>515</b>	<b>521</b>	<b>543</b>	<b>4,3%</b>	<b>-7,4%</b>
Comptes sur livrets	366	362	413	586	611	515	521	543	4,3%	-7,4%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL M2</b>	<b>4 526</b>	<b>4 745</b>	<b>5 446</b>	<b>5 925</b>	<b>6 028</b>	<b>5 152</b>	<b>5 046</b>	<b>5 207</b>	<b>3,2%</b>	<b>-12,1%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>445</b>	<b>835</b>	<b>1 006</b>	<b>717</b>	<b>664</b>	<b>644</b>	<b>617</b>	<b>516</b>	<b>-16,3%</b>	<b>-28,0%</b>
Dépôts à terme	445	835	1 006	717	664	644	617	516	-16,3%	-28,0%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Total M3</b>	<b>4 970</b>	<b>5 580</b>	<b>6 452</b>	<b>6 641</b>	<b>6 692</b>	<b>5 796</b>	<b>5 663</b>	<b>5 723</b>	<b>1,1%</b>	<b>-13,8%</b>
<b>P1</b>										
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
<b>M3+P1</b>	<b>4 970</b>	<b>5 580</b>	<b>6 452</b>	<b>6 641</b>	<b>6 692</b>	<b>5 796</b>	<b>5 663</b>	<b>5 723</b>	<b>1,1%</b>	<b>-13,8%</b>

Circulation fiduciaire



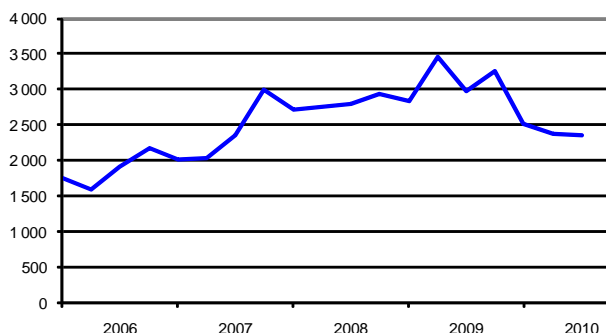
Agrégats monétaires



### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

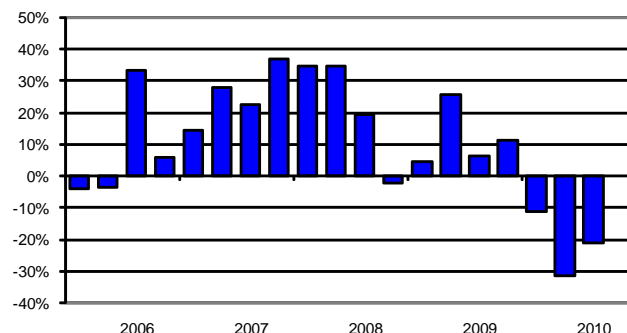
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>4 880</b>	<b>5 445</b>	<b>4 958</b>	<b>5 951</b>	<b>7 135</b>	<b>6 564</b>	<b>6 705</b>	<b>6 264</b>	<b>-6,6%</b>	<b>5,2%</b>
Institut d'émission	2 722	2 854	1 907	2 711	3 609	3 769	3 989	3 581	-10,2%	32,1%
Etablissements de crédit	2 159	2 591	3 051	3 240	3 525	2 796	2 717	2 683	-1,2%	-17,2%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>659</b>	<b>773</b>	<b>700</b>	<b>733</b>	<b>689</b>	<b>608</b>	<b>683</b>	<b>639</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-12,8%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-569</b>	<b>-638</b>	<b>794</b>	<b>-43</b>	<b>-1 131</b>	<b>-1 376</b>	<b>-1 724</b>	<b>-1 179</b>	<b>-31,6%</b>	<b>2672,8%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 280	1 355	1 478	1 502	1 362	1 281	1 181	1 204	1,9%	-19,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 849	1 992	684	1 544	2 493	2 657	2 905	2 383	-18,0%	54,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	570	591	606	639	619	622	618	630	2,0%	-1,4%
Provisions sur créances douteuses	104	99	97	89	95	95	94	94	-0,3%	5,2%
Engagements hors zone d'émission	235	238	246	261	266	276	348	336	-3,6%	28,6%
Epargne contractuelle	0	0	0	0	0	0	0	0		
Divers	940	1 064	-265	555	1 513	1 664	1 844	1 324	-28,2%	138,5%
<b>Total M3</b>	<b>4 970</b>	<b>5 580</b>	<b>6 452</b>	<b>6 641</b>	<b>6 692</b>	<b>5 796</b>	<b>5 665</b>	<b>5 723</b>	<b>1,0%</b>	<b>-13,8%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>1 924</b>	<b>2 353</b>	<b>2 805</b>	<b>2 979</b>	<b>3 260</b>	<b>2 520</b>	<b>2 368</b>	<b>2 347</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-21,2%</b>

Encours (en millions de F. CFP)



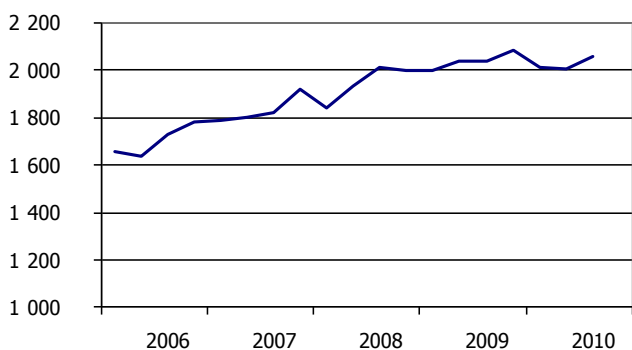
Position extérieure nette

Variations sur un an



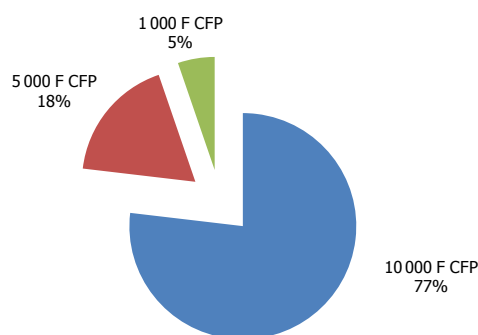
2.3 La circulation fiduciaire

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur  
(en millions de F CFP)



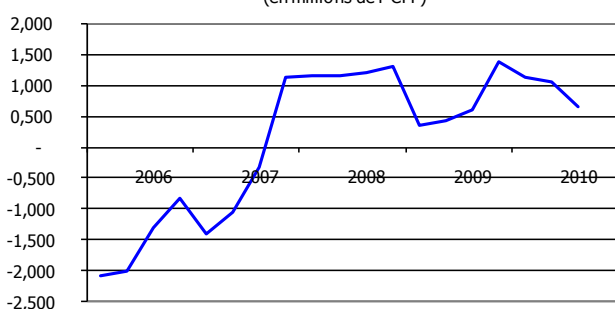
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2010



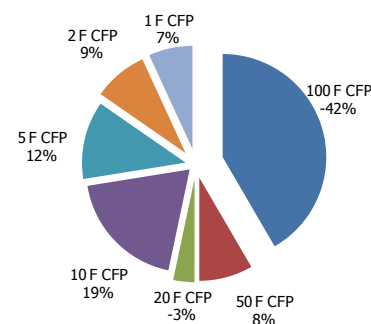
Emissions de billets	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	Variations	
									1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>276 996</b>	<b>297 633</b>	<b>343 094</b>	<b>342 634</b>	<b>354 836</b>	<b>336 616</b>	<b>337 192</b>	<b>342 127</b>	1,5%	-0,1%
10 000 F CFP	137 189	144 338	155 615	156 191	158 491	154 691	153 702	158 202	2,9%	1,3%
5 000 F CFP	53 507	56 444	68 559	73 239	77 257	72 072	72 494	73 699	1,7%	0,6%
1 000 F CFP	87 503	95 542	106 948	108 794	114 968	106 816	109 559	108 889	-0,6%	0,1%
500 F CFP	- 1 203	1 309	11 972	4 410	4 120	3 037	1 437	1 337	-7,0%	-69,7%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 726</b>	<b>1 822</b>	<b>2 012</b>	<b>2 039</b>	<b>2 088</b>	<b>2 016</b>	<b>2 009</b>	<b>2 059</b>	2,5%	1,0%
10 000 F CFP	1 372	1 443	1 556	1 562	1 585	1 547	1 537	1 582	2,9%	1,3%
5 000 F CFP	268	282	343	366	386	360	362	368	1,7%	0,5%
1 000 F CFP	88	96	107	109	115	107	109	108	-0,9%	-0,9%
500 F CFP	- 1	1	6	2	2	2	1	1	39,1%	-50,0%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur  
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin septembre 2010



Emissions de pièces	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	Variation	
									1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>647 721</b>	<b>744 353</b>	<b>836 076</b>	<b>890 096</b>	<b>926 046</b>	<b>945 321</b>	<b>955 161</b>	<b>970 889</b>	1,6%	9,1%
100 F CFP	- 29 953	- 26 437	- 16 879	- 24 365	- 18 882	- 22 124	- 22 624	- 26 876	18,8%	10,3%
50 F CFP	4 643	9 649	11 390	11 138	12 629	12 884	12 324	10 824	-12,2%	-2,8%
20 F CFP	- 19 660	- 16 154	- 9 405	- 11 170	- 8 453	- 9 698	- 10 698	- 10 698	0,0%	-4,2%
10 F CFP	71 770	86 770	103 767	109 210	112 692	118 695	119 195	123 693	3,8%	13,3%
5 F CFP	76 868	96 472	121 657	136 792	141 575	147 576	151 976	157 973	3,9%	15,5%
2 F CFP	203 775	223 777	237 272	254 242	262 242	266 743	268 743	273 730	1,9%	7,7%
1 F CFP	340 278	370 276	388 274	414 249	424 243	431 245	436 245	442 243	1,4%	6,8%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1,306</b>	<b>0,316</b>	<b>1,202</b>	<b>0,596</b>	<b>1,387</b>	<b>1,127</b>	<b>1,065</b>	<b>0,655</b>	-38,5%	9,9%
100 F CFP	- 2,995	- 2,644	- 1,688	- 2,436	- 1,888	- 2,212	- 2,262	- 2,687	18,8%	10,3%
50 F CFP	0,232	0,482	0,570	0,557	0,631	0,644	0,616	0,541	-12,2%	-2,9%
20 F CFP	- 0,393	- 0,323	- 0,188	- 0,223	- 0,139	- 0,194	- 0,214	- 0,213	-0,4%	-4,5%
10 F CFP	0,718	0,868	1,038	1,092	1,127	1,187	1,192	1,236	3,7%	13,2%
5 F CFP	0,384	0,482	0,608	0,684	0,708	0,738	0,760	0,789	3,8%	15,4%
2 F CFP	0,408	0,448	0,475	0,508	0,524	0,533	0,537	0,547	1,8%	7,7%
1 F CFP	0,340	0,370	0,388	0,414	0,424	0,431	0,436	0,442	1,3%	6,8%

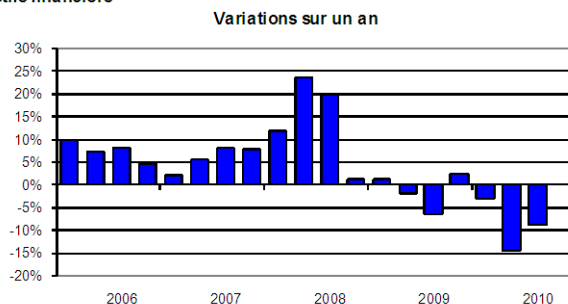
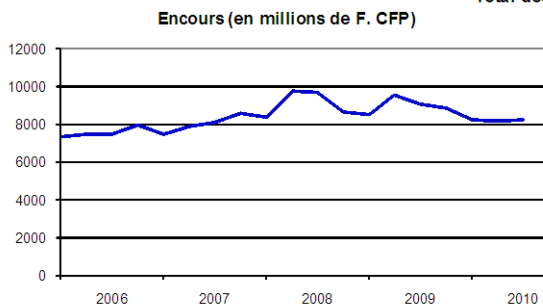


### 3. Les avoirs financiers des agents économiques

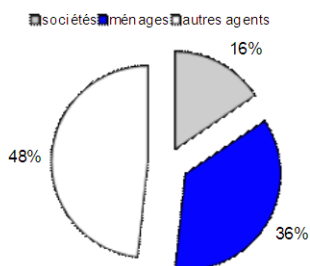
#### 3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	1 324	1 556	1 722	2 301	2 346	1 798	1 292	1 302	0,8%	-43,4%
<b>Dépôts à vue</b>	945	856	1 223	1 716	1 808	1 243	837	922	10,1%	-46,3%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	189	520	364	407	382	374	287	189	-34,3%	-53,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	189	520	364	407	382	374	287	189	-34,3%	-53,7%
<i>dont comptes à terme</i>	189	509	359	385	360	352	287	189	-34,3%	-51,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0	11	5	23	23	23	0	0		-100,0%
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Epargne à long terme</b>	190	180	135	177	156	180	167	192	14,6%	8,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ménages</b>	2 082	2 527	2 983	2 725	2 664	2 519	2 909	2 990	2,8%	9,7%
<b>Dépôts à vue</b>	1 172	1 303	1 358	1 116	1 091	1 012	1 235	1 271	2,9%	14,0%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	519	488	827	742	718	595	729	751	3,0%	1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	350	347	400	570	589	494	498	521	4,8%	-8,5%
<i>Livrets ordinaires</i>	350	347	400	570	589	494	498	521	4,8%	-8,5%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	169	141	427	172	129	101	232	230	-0,7%	33,6%
<i>dont comptes à terme</i>	5	67	365	55	26	13	50	48	-3,9%	-11,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	164	75	62	118	103	88	181	182	0,1%	54,2%
<b>Epargne à long terme</b>	391	737	798	868	855	912	945	968	2,4%	11,5%
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	24	21	15	15	15	15	13	15	14,6%	1,6%
<i>OPCVM non monétaires</i>	106	103	57	58	65	70	68	69	1,7%	20,7%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	261	613	726	795	775	826	863	883	2,3%	11,0%
<b>Autres agents</b>	4 104	4 040	5 032	4 075	3 909	3 962	4 021	4 007	-0,3%	-1,7%
<b>Dépôts à vue</b>	425	479	557	563	517	444	502	496	-1,1%	-12,0%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	1 303	1 185	2 172	1 197	1 226	1 203	1 205	1 208	0,2%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	15	15	13	16	22	21	23	22	-6,3%	30,8%
Placements indexés sur les taux du marché	1 289	1 170	2 158	1 180	1 204	1 182	1 182	1 186	0,4%	0,5%
<i>dont comptes à terme</i>	251	260	282	278	279	279	279	279	0,0%	0,5%
<b>Epargne à long terme</b>	2 376	2 376	2 303	2 314	2 166	2 314	2 314	2 303	-0,5%	-0,5%
<b>TOTAL</b>	7 510	8 123	9 737	9 101	8 919	8 278	8 222	8 300	0,9%	-8,8%
<b>Dépôts à vue</b>	2 542	2 637	3 139	3 395	3 416	2 699	2 574	2 689	4,5%	-20,8%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	2 011	2 193	3 363	2 346	2 326	2 172	2 221	2 148	-3,3%	-8,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	365	362	413	586	611	515	521	543	4,3%	-7,4%
Placements indexés sur les taux du marché	1 646	1 832	2 950	1 760	1 714	1 657	1 701	1 605	-5,6%	-8,8%
<b>Epargne à long terme</b>	2 957	3 293	3 236	3 359	3 177	3 407	3 426	3 462	1,1%	3,1%

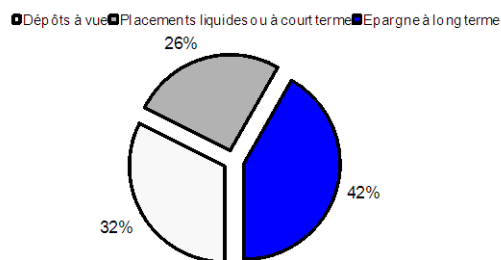
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique sept.-10



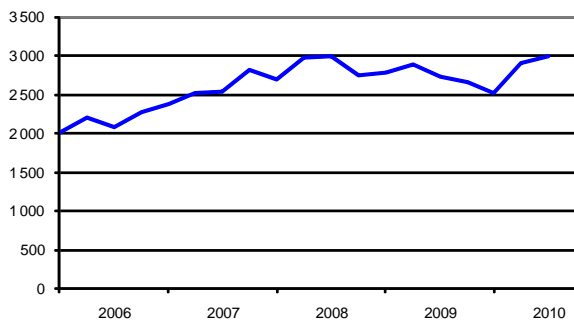
Répartition des actifs financiers par nature sept.-10



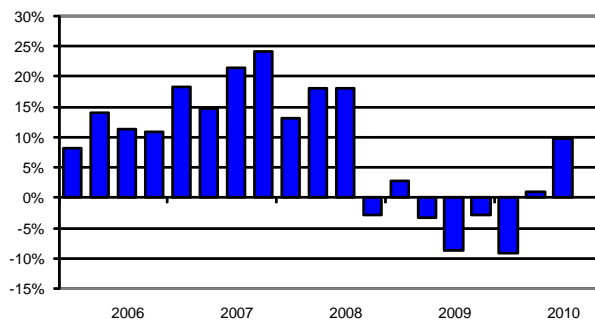
**Les avoirs des ménages**

**Total des actifs financiers des ménages**

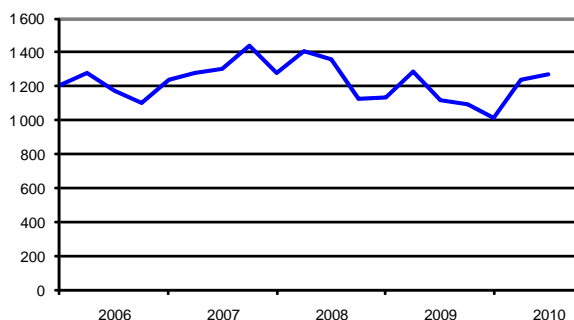
Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an

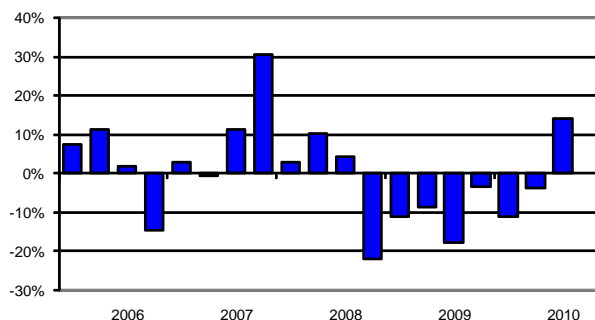


Encours (en millions de F. CFP)

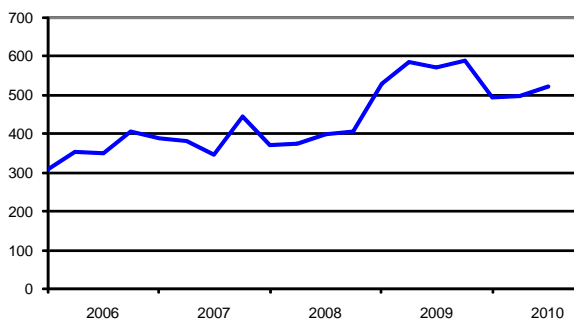


Dépôts à vue

Variations sur un an

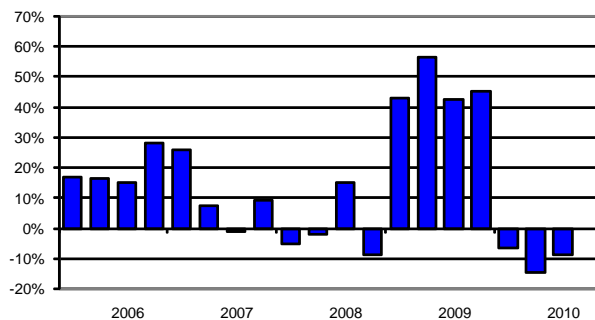


Encours (en millions de F. CFP)

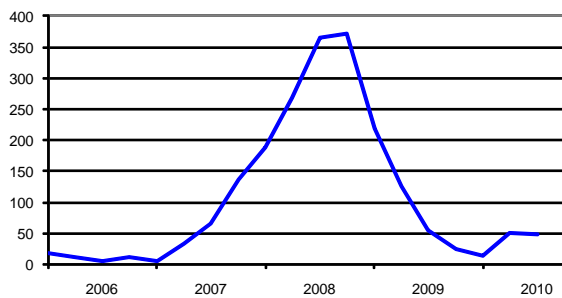


Livrets ordinaires

Variations sur un an

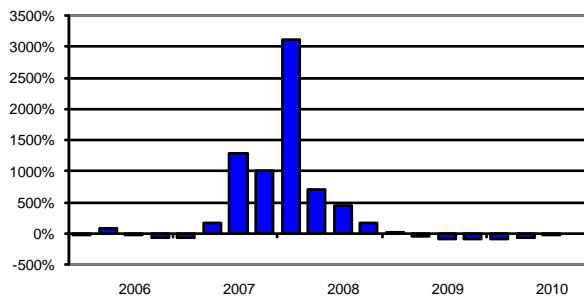


Encours (en millions de F. CFP)

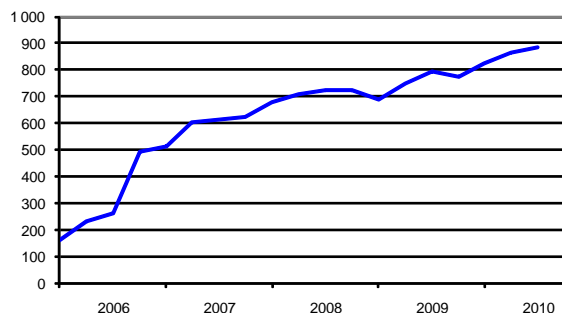


Dépôts à terme

Variations sur un an

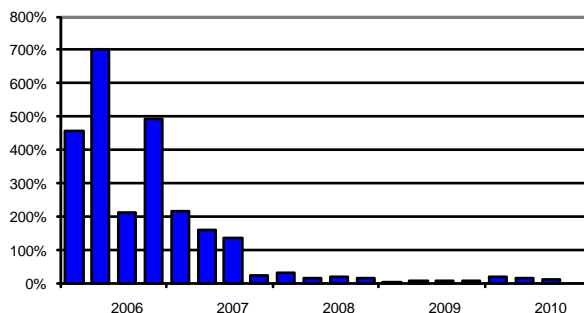


Encours (en millions de F. CFP)



Contrats d'assurance-vie

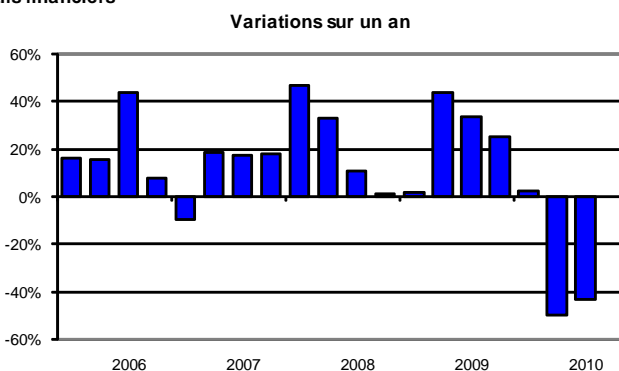
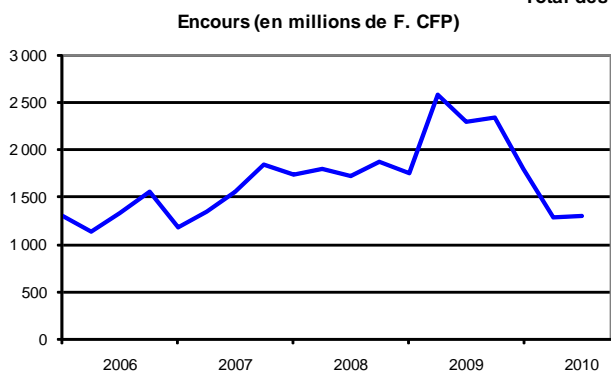
Variations sur un an



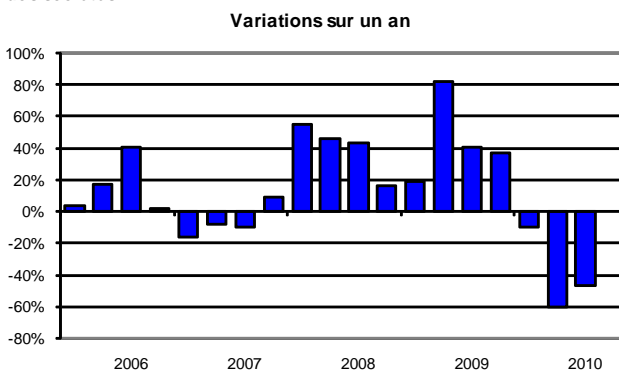
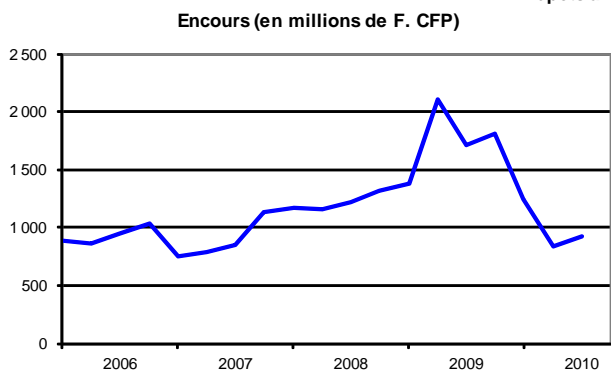
*Les avoirs des sociétés*

**Avoirs des sociétés**

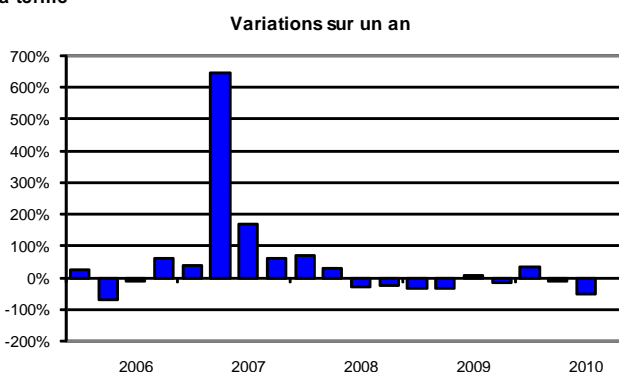
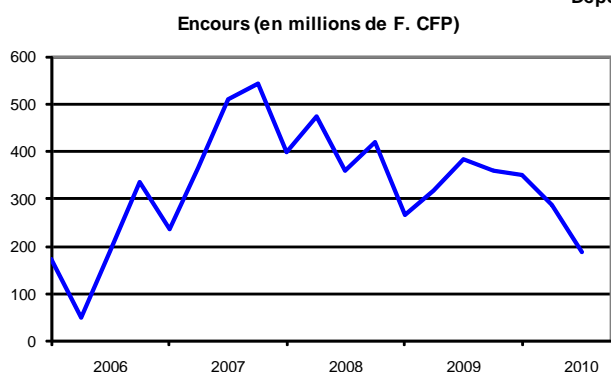
**Total des actifs financiers**



**Dépôts à vue des sociétés**



**Dépôts à terme**

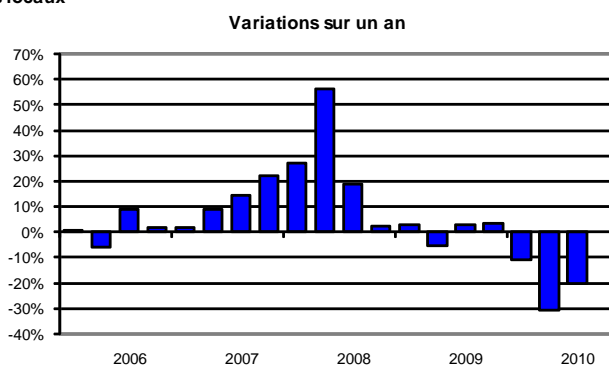
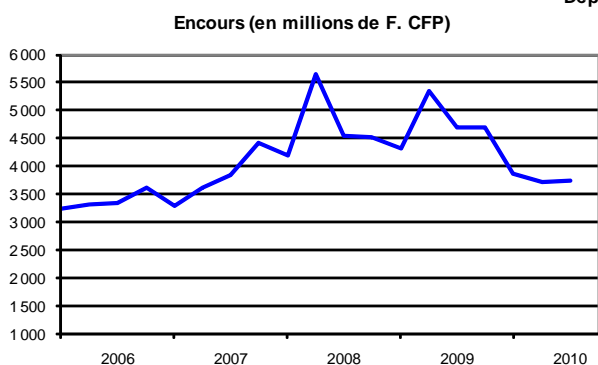


3.2 Les actifs par nature

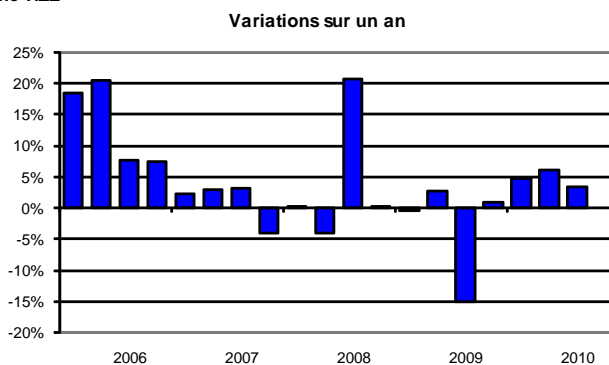
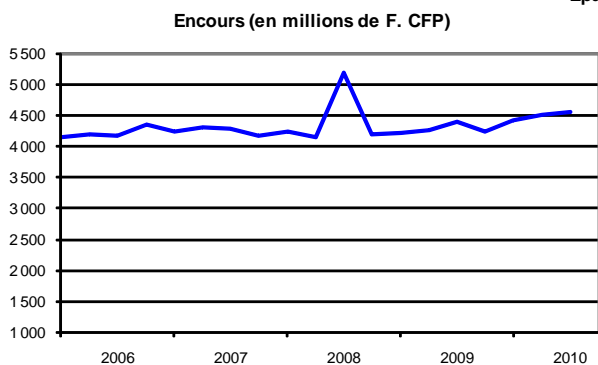
Actifs par nature	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	3 352	3 834	4 558	4 698	4 691	3 858	3 712	3 748	1,0%	-20,2%
<b>Dépôts à vue</b>	2 542	2 637	3 139	3 395	3 416	2 699	2 574	2 689	4,5%	-20,8%
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	365	362	413	586	611	515	521	543	4,3%	-7,4%
<i>Livrets ordinaires</i>	365	362	413	586	611	515	521	543	4,3%	-7,4%
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Dépôts à terme</b>	445	835	1 006	717	664	644	617	516	-16,3%	-28,0%
<b>Bons de caisse</b>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Titres de créances négociables</b>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Epargne HZE</b>	4 159	4 289	5 179	4 402	4 228	4 420	4 511	4 551	0,9%	3,4%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Actions</i>	24	21	15	15	15	15	13	15	14,6%	1,6%
<i>Obligations</i>	1 509	1 499	1 347	1 401	1 367	1 404	1 391	1 404	1,0%	0,2%
<i>OPCVM monétaires</i>	1 201	996	1 943	1 043	1 050	1 013	1 084	1 089	0,4%	4,4%
<i>OPCVM non monétaires</i>	1 163	1 160	1 147	1 148	1 020	1 161	1 159	1 160	0,1%	1,0%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	261	613	726	795	775	826	863	883	2,3%	11,0%
<b>TOTAL</b>	7 510	8 123	9 737	9 101	8 919	8 278	8 222	8 300	0,9%	-8,8%

Avoirs par nature

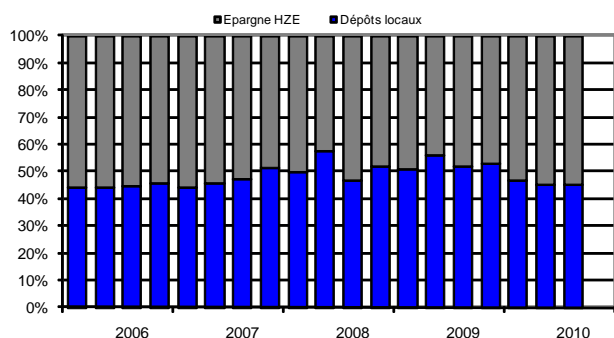
Dépôts locaux



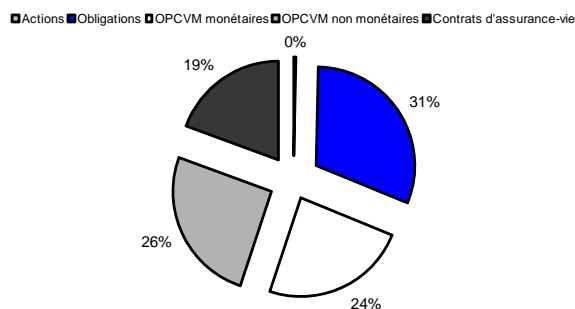
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE sept-10

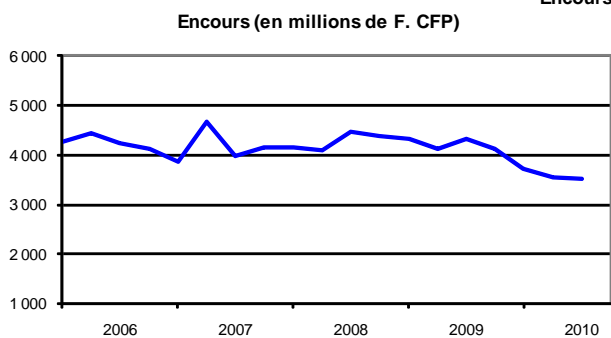


## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

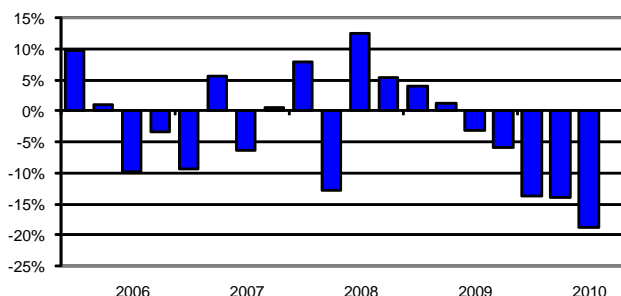
### 4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>1 155,</b>	<b>955,</b>	<b>1 542,</b>	<b>1 570,</b>	<b>1 422,</b>	<b>1 153,</b>	<b>1 132,</b>	<b>1 116,</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-28,9%</b>
Crédits d'exploitation	125	147	194	227	154	98	66	64	-3,6%	-71,8%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	15	13	11	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	0	0	2	1	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	125	147	194	213	141	87	66	64	-3,6%	-69,9%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	1014	767	1318	1324	1250	1010	1011	1002	-0,8%	-24,3%
Crédits à l'équipement	1014	767	1318	1324	1250	1010	1011	1002	-0,8%	-24,3%
dont entrepreneurs individuels	37	31	30	23	21	19	70	71	1,4%	208,0%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	2	7	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	14	34	30	19	17	45	54	50	-7,9%	156,1%
<b>Ménages</b>	<b>1 826,</b>	<b>1 687,</b>	<b>1 682,</b>	<b>1 510,</b>	<b>1 467,</b>	<b>1 354,</b>	<b>1 242,</b>	<b>1 219,</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-19,2%</b>
Crédits à la consommation	891	921	1019	999	941	893	823	846	2,7%	-15,4%
Crédits de trésorerie	871	907	1000	981	925	874	801	826	3,1%	-15,8%
Comptes ordinaires débiteurs	19	14	20	19	17	19	22	19	-12,3%	4,5%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	917	752	656	507	521	458	418	374	-10,7%	-26,3%
Autres crédits	19	15	6	4	4	3	0	0		
<b>Collectivités locales</b>	<b>486,</b>	<b>443,</b>	<b>403,</b>	<b>363,</b>	<b>361,</b>	<b>343,</b>	<b>341,</b>	<b>322,</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-11,3%</b>
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	486	443	403	363	361	343	341	322	-5,5%	-11,3%
Crédits à l'équipement	486	443	403	363	361	343	341	322	-5,5%	-11,3%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>9,</b>	<b>176,</b>	<b>151,</b>	<b>124,</b>	<b>112,</b>	<b>112,</b>	<b>83,</b>	<b>85,</b>	<b>3,3%</b>	<b>-30,8%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>3 476,</b>	<b>3 260,</b>	<b>3 778,</b>	<b>3 567,</b>	<b>3 361,</b>	<b>2 962,</b>	<b>2 797,</b>	<b>2 743,</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-23,1%</b>
Créances douteuses brutes	778	724	702	767	754	767	765	777	1,6%	1,4%
Créances douteuses nettes	369	340	311	345	347	340	326	335	2,8%	-2,8%
dont entreprises	254	246	219	215	219	216	210	209	-0,6%	-2,7%
dont ménages	115	94	89	126	128	124	116	126	8,6%	-0,1%
Provisions	410	384	390	422	407	427	439	442	0,8%	4,9%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 255,</b>	<b>3 984,</b>	<b>4 480,</b>	<b>4 334,</b>	<b>4 114,</b>	<b>3 729,</b>	<b>3 562,</b>	<b>3 521,</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-18,8%</b>
Taux de créances douteuses	18,3%	18,2%	15,7%	17,7%	18,3%	20,6%	21,5%	22,1%	0,6 pt	4,4 pt
Taux de provisionnement	52,6%	53,1%	55,6%	55,0%	54,0%	55,7%	57,4%	56,9%	-0,5 pt	1,9 pt

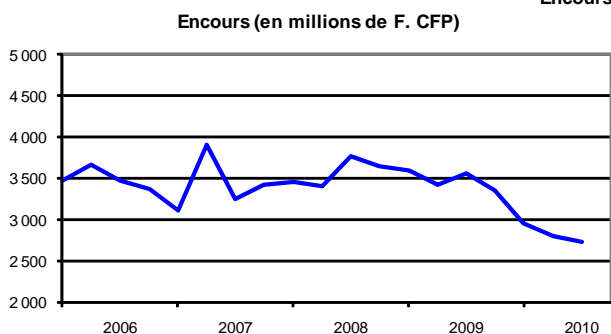
Encours de crédit brut



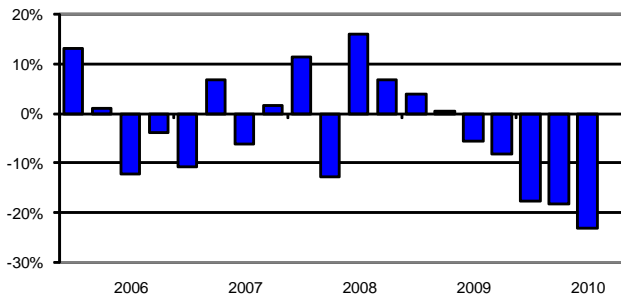
Variations sur un an



Encours de crédit sain

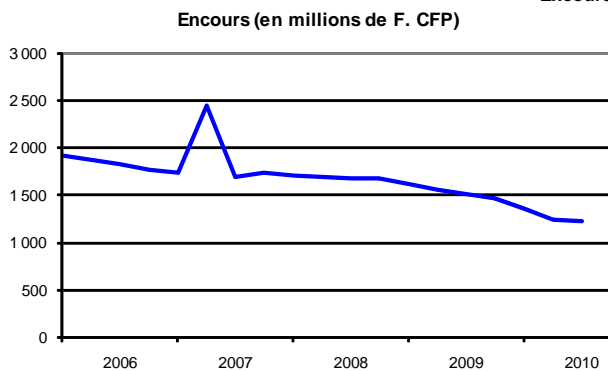


Variations sur un an

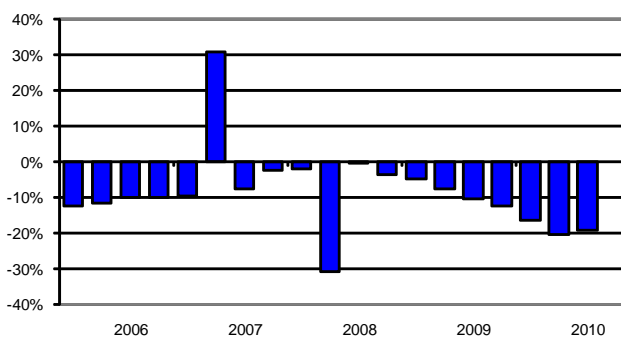


*L'endettement des ménages*

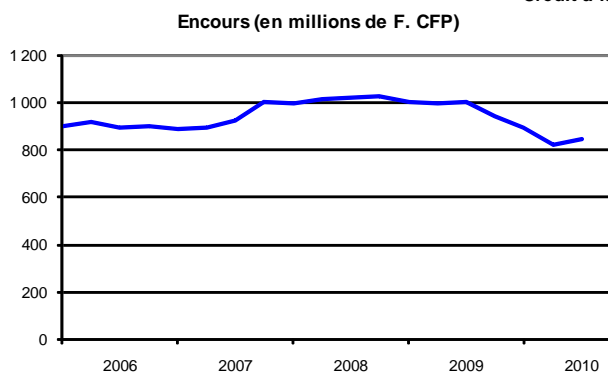
**Encours de crédit sain**



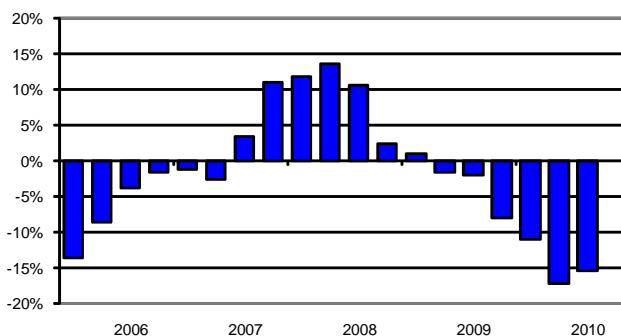
**Variations sur un an**



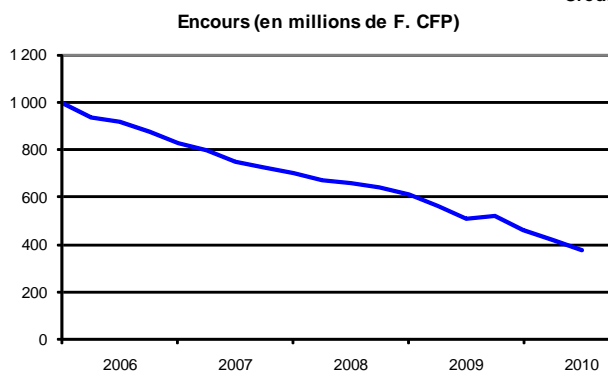
**Crédit à la consommation**



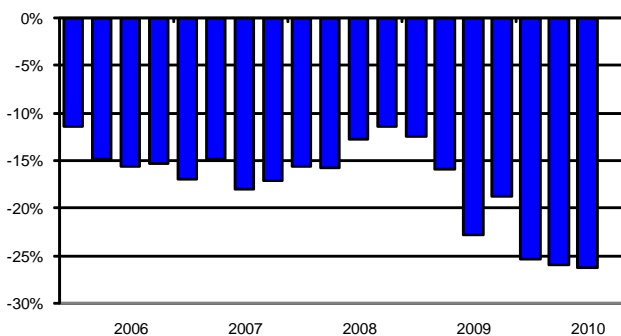
**Variations sur un an**



**Crédit à l'habitat**

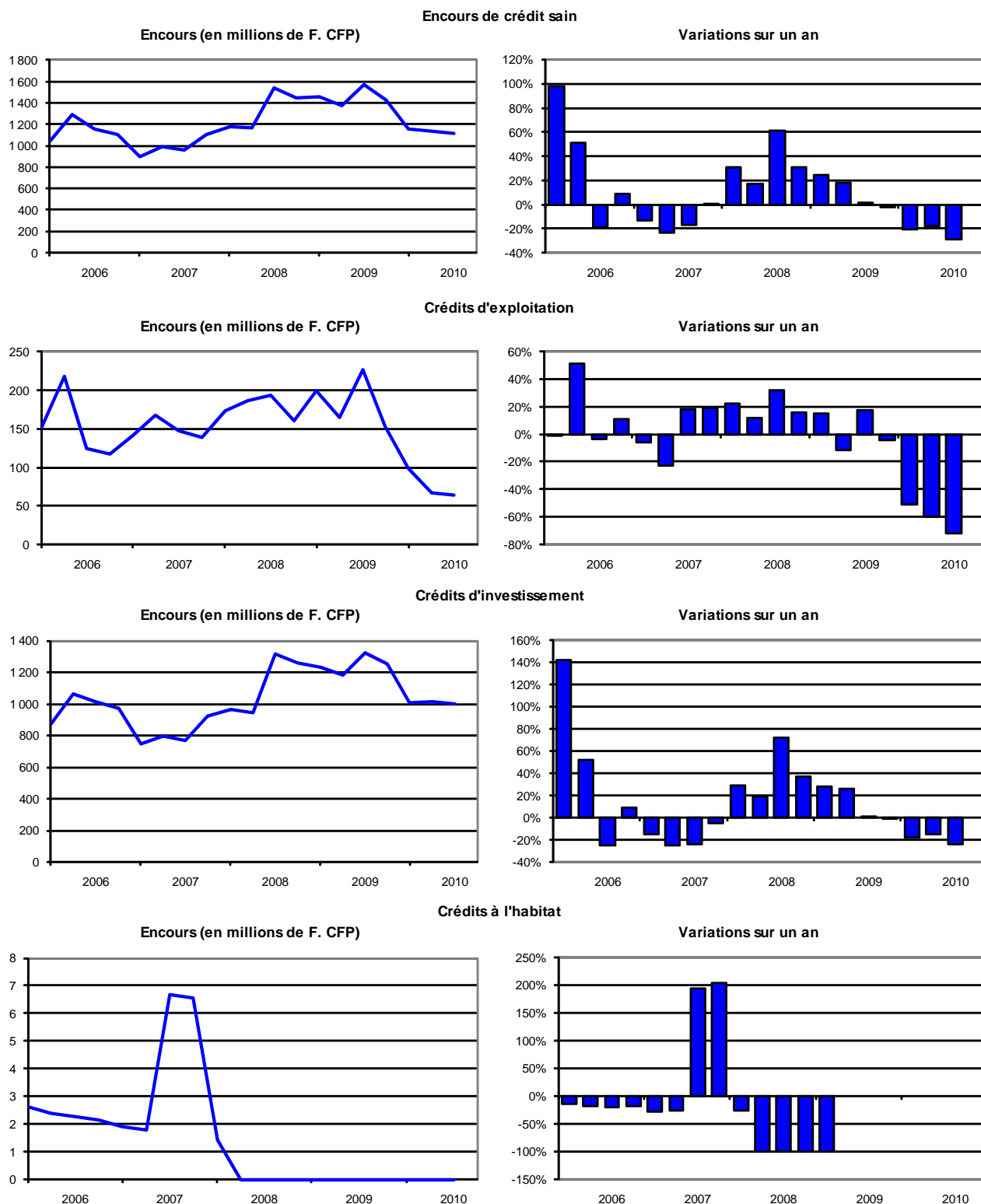


**Variations sur un an**

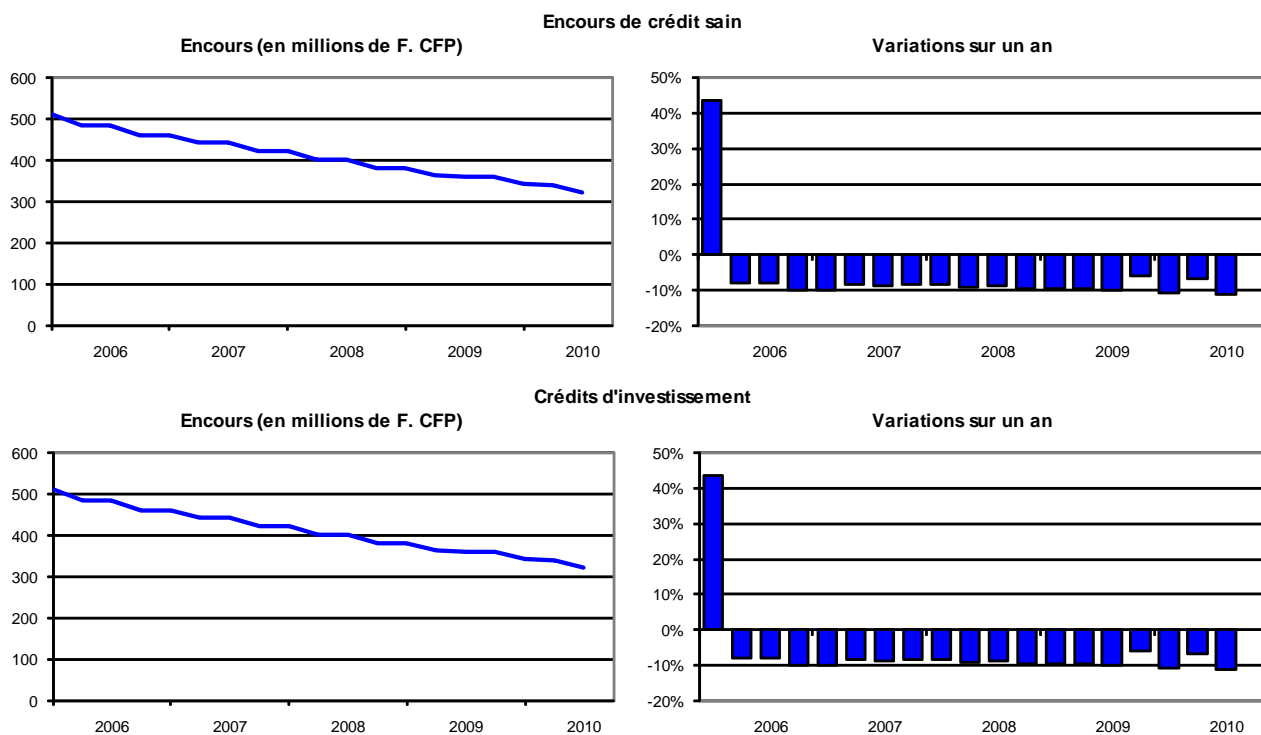




*L'endettement des entreprises*

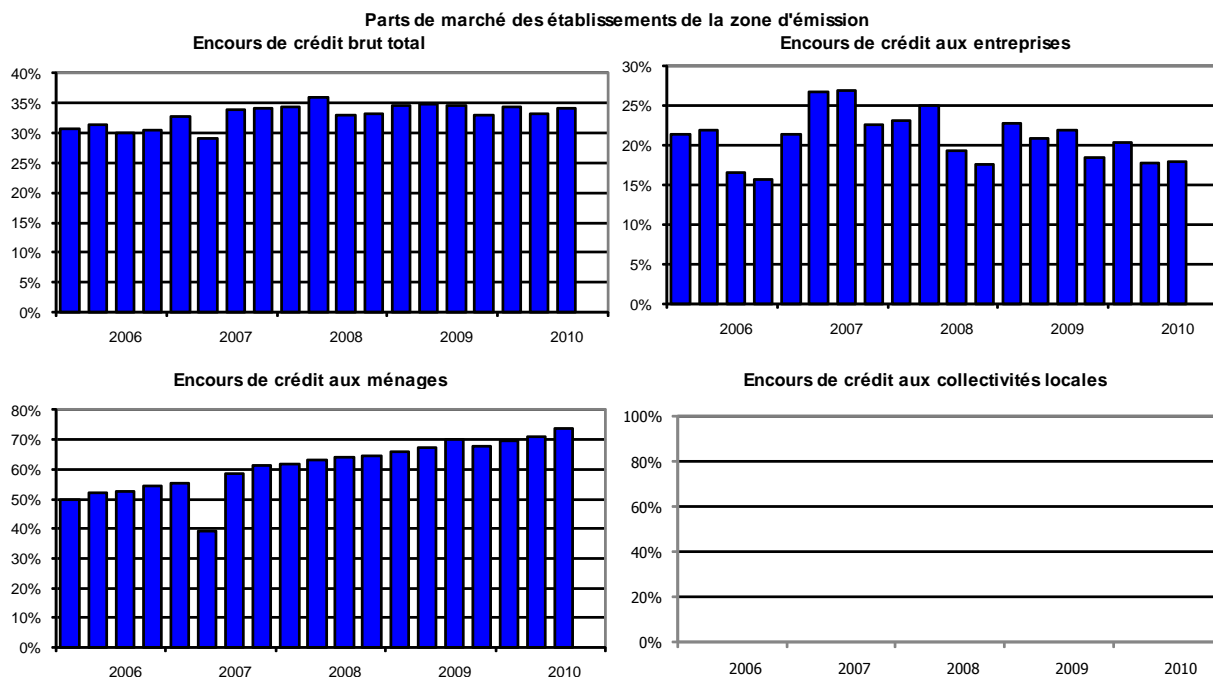


*L'endettement des collectivités locales*



## 4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

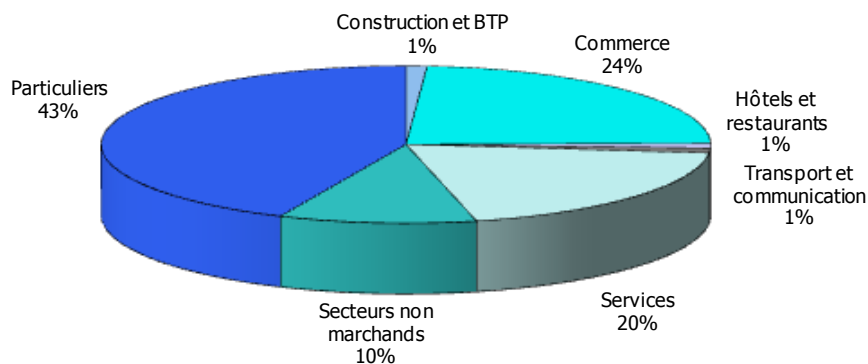
Les concours des établissements de la zone d'émission	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>191</b>	<b>257</b>	<b>297</b>	<b>344</b>	<b>263</b>	<b>235</b>	<b>201</b>	<b>200</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-41,9%</b>
Crédits d'exploitation	125,	147,	194,	225,	152	97	60	64	6,6%	-71,6%
<i>Créances commerciales</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,	15,	13	11	0	0		
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0	0	0	2	1	0	0	0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	125,	147,	194,	211,	139	86	60	64	6,6%	-69,6%
<i>Affacturage</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	52,	71,	73,	99,	93	93	87	86	-1,1%	-13,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	52,	71,	73,	99,	93	93	87	86	-1,1%	-13,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	37	31	24	18	16	15	65	67	1,8%	269,7%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	5,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	14,	34,	30,	19,	17	45	54	50	-7,9%	156,1%
<b>Ménages</b>	<b>961,</b>	<b>986,</b>	<b>1 076,</b>	<b>1 055,</b>	<b>994</b>	<b>943</b>	<b>880</b>	<b>899</b>	<b>2,2%</b>	<b>-14,8%</b>
Crédits à la consommation	891,	921,	1 019,	999,	941	893	823	846	2,7%	-15,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	871,	907,	1 000,	981,	925	874	801	826	3,1%	-15,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19,	14,	20,	19,	17	19	22	19	-12,3%	4,5%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	71,	65,	57,	56,	53	50	57	54	-5,7%	-3,7%
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<b>Collectivités locales</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédits à l'équipement</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>9,</b>	<b>8,</b>	<b>8,</b>	<b>5,</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>19,9%</b>	<b>-20,3%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>1162</b>	<b>1251</b>	<b>1381</b>	<b>1404</b>	<b>1264</b>	<b>1184</b>	<b>1084</b>	<b>1103</b>	<b>1,7%</b>	<b>-21,4%</b>
Créances douteuses brutes	119,	104,	97,	98,	98	97	97	101	4,3%	3,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	14,	5,	0,	9,	3	2	3	7	166,7%	-17,4%
<i>dont entreprises</i>	2	1	0	0	0	0	0	0	-15,3%	-96,6%
<i>dont ménages</i>	13	3	0	8	3	2	3	7	167,7%	-14,0%
<i>Provisions</i>	104,	99,	97,	89,	95	95	94	94	-0,3%	5,2%
<b>Total encours brut</b>	<b>1 280,</b>	<b>1 355,</b>	<b>1 478,</b>	<b>1 502,</b>	<b>1 362,</b>	<b>1 281,</b>	<b>1 181,</b>	<b>1 204,</b>	<b>1,9%</b>	<b>-19,8%</b>
Taux de créances douteuses	9,3%	7,7%	6,6%	6,5%	7,2%	7,6%	8,2%	8,4%	0,2 pt	1,9 pt
Taux de provisionnement	87,8%	95,6%	100,0%	91,3%	96,7%	97,8%	97,3%	93,0%	-4,3 pt	1,7 pt



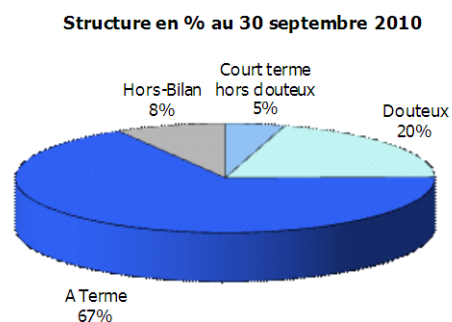
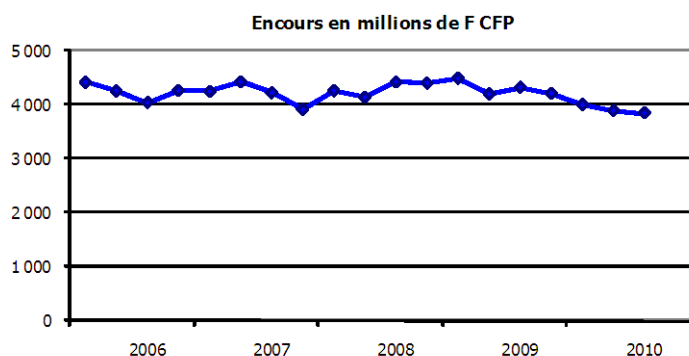
## 5. Les engagements bancaires

### 5.1 Les risques sectoriels

#### Répartition des risques sectoriels au 30 septembre 2010

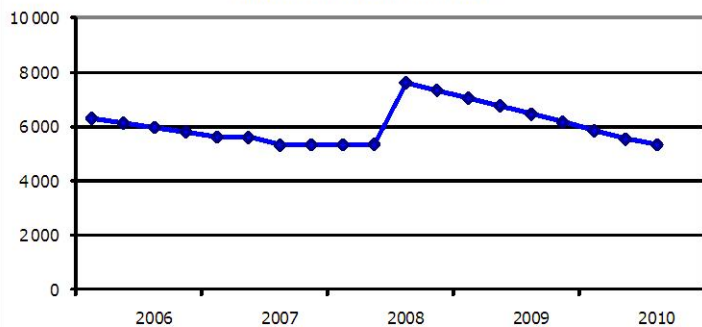


#### Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)

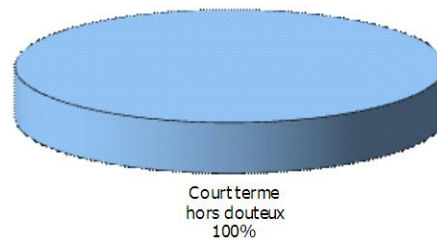


**Agriculture, élevage et pêche**

Encours en milliers de F CFP

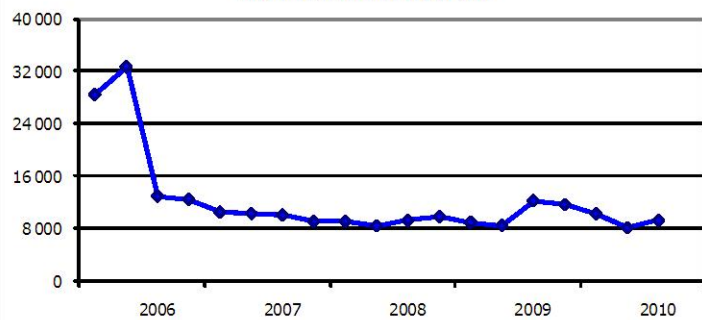


Structure en % au 30 septembre 2010

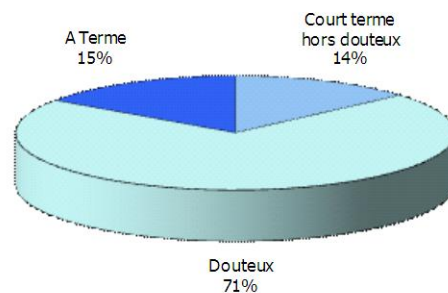


**Industries**

Encours en milliers de F CFP

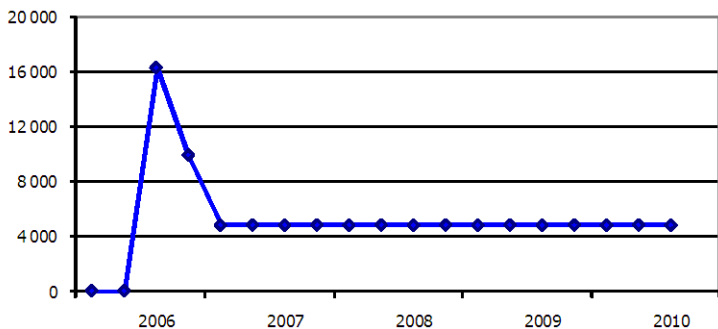


Structure en % au 30 septembre 2010

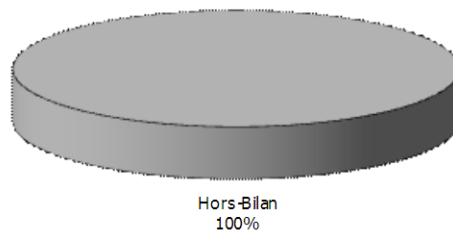


**Production d'électricité, d'eau et de gaz**

Encours en milliers de F CFP

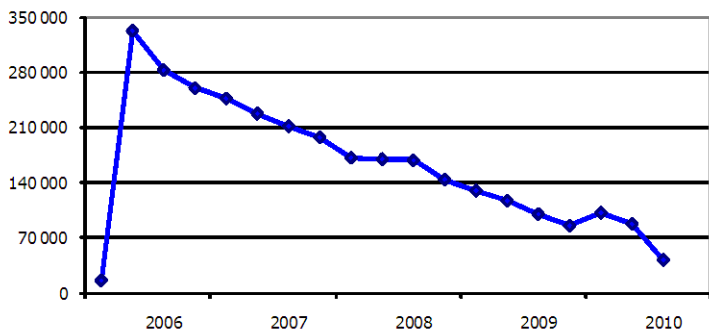


Structure en % au 30 septembre 2010

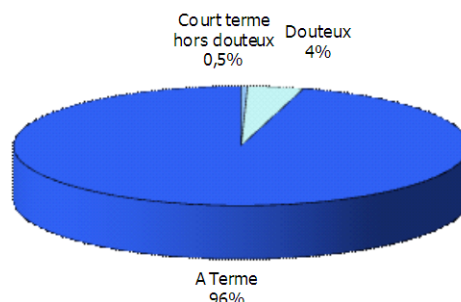


**Construction et BTP**

Encours en milliers de F CFP

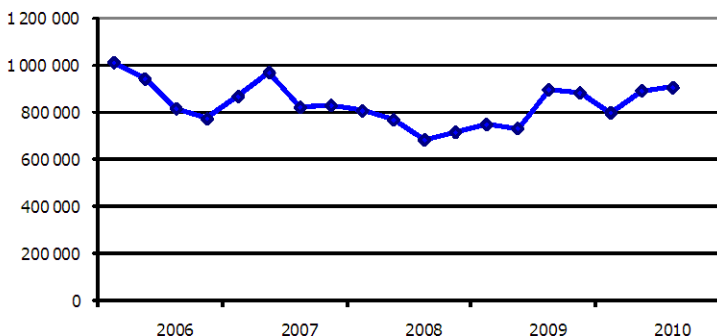


Structure en % au 30 septembre 2010

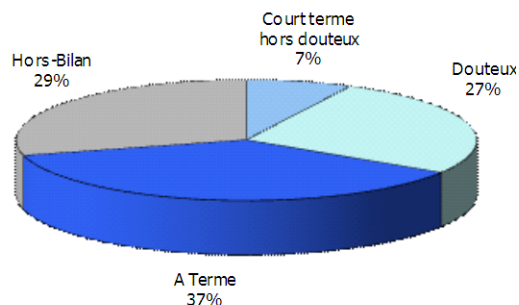


**Commerce**

Encours en milliers de F CFP

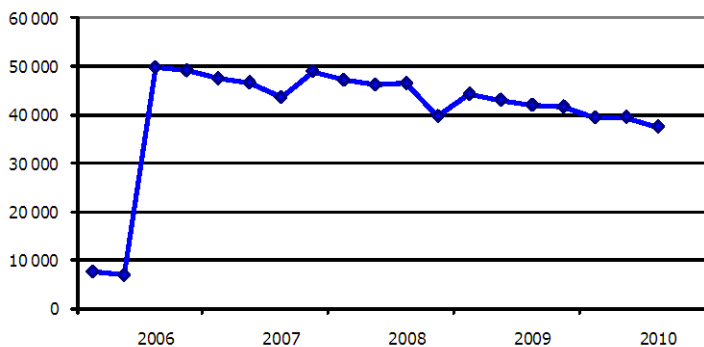


Structure en % au 30 septembre 2010

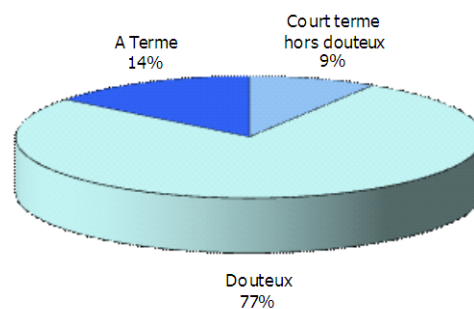


**Hôtels et restaurants**

Encours en milliers de F CFP



Structure en % au 30 septembre 2010

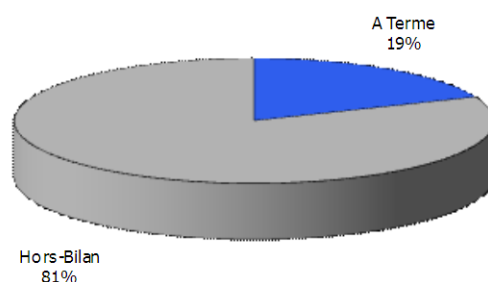




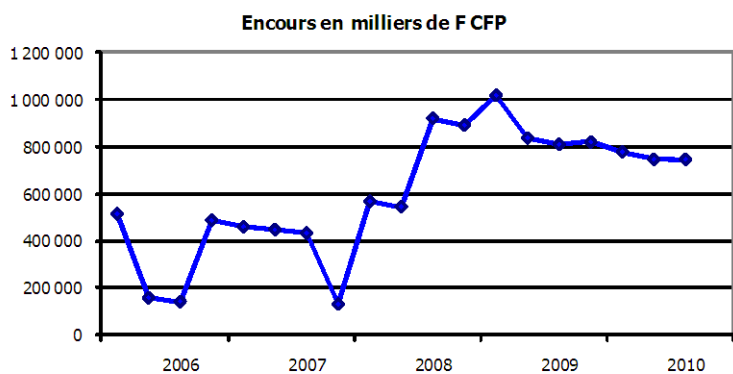
**Transport et communication**



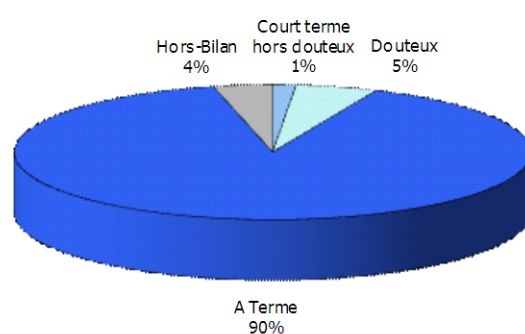
**Structure en % au 30 septembre 2010**



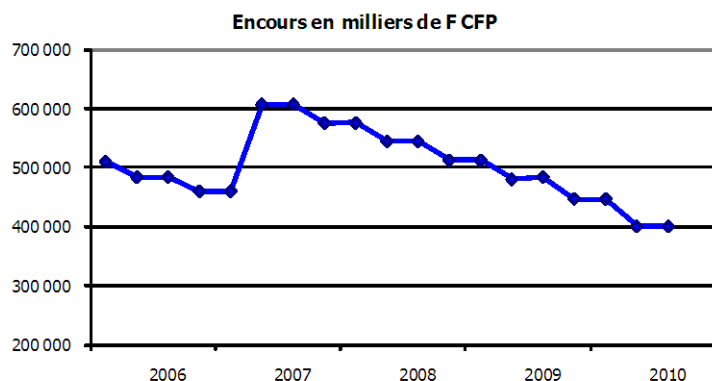
**Services**



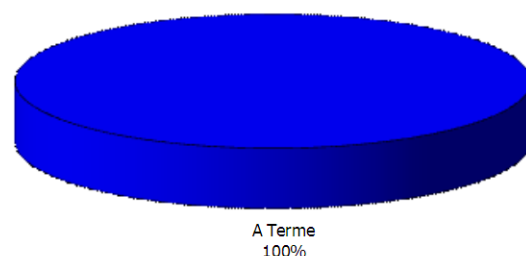
**Structure en % au 30 septembre 2010**



**Secteurs non marchands**



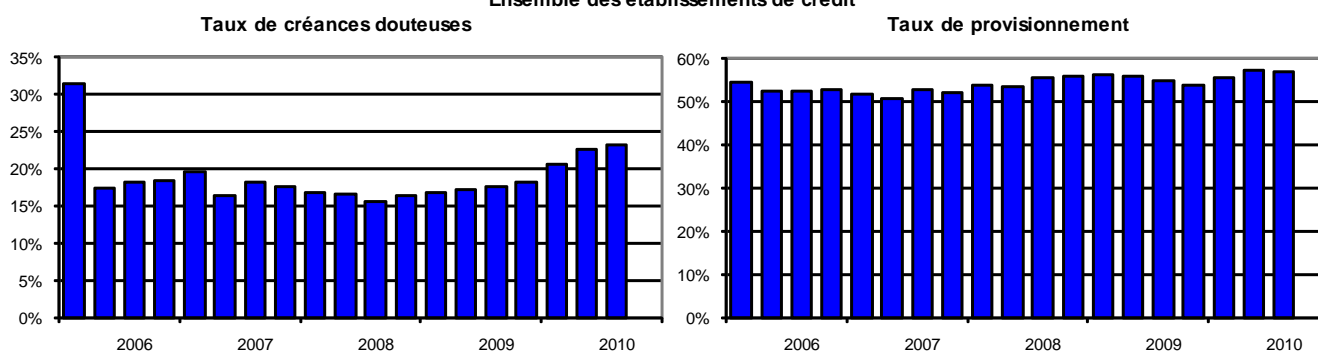
**Structure en % au 30 septembre 2010**



5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

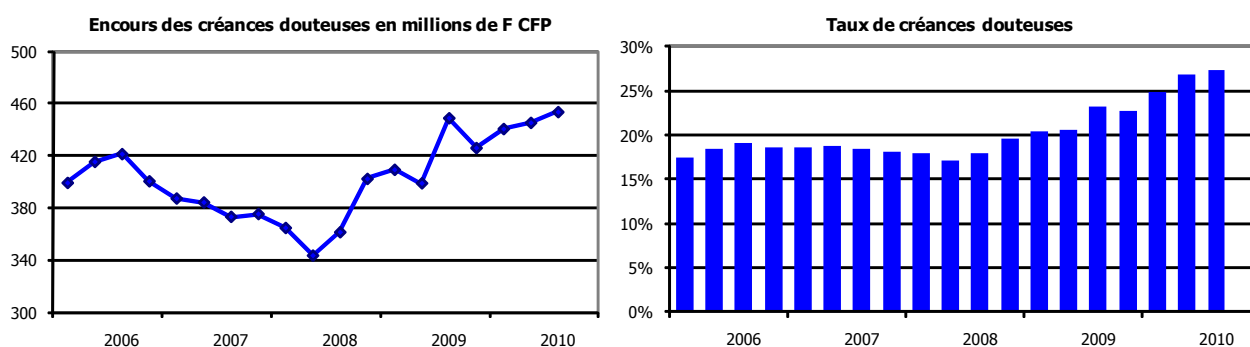
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

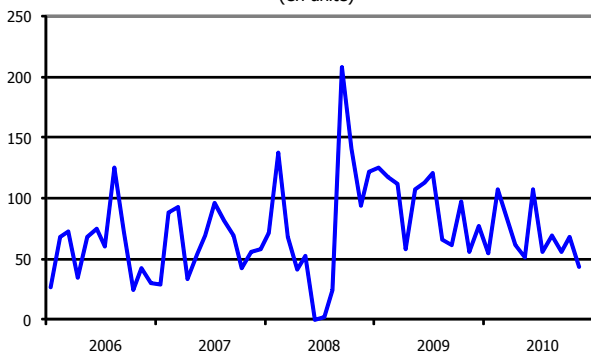


La vulnérabilité des ménages

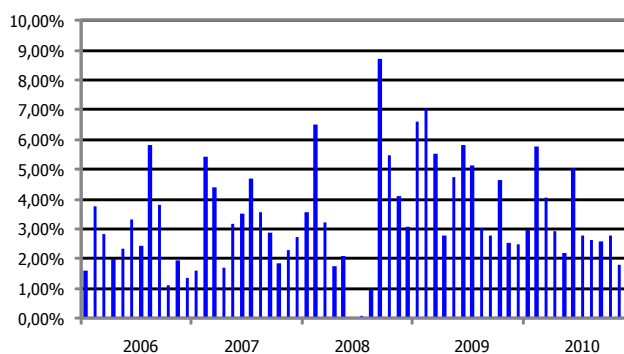
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



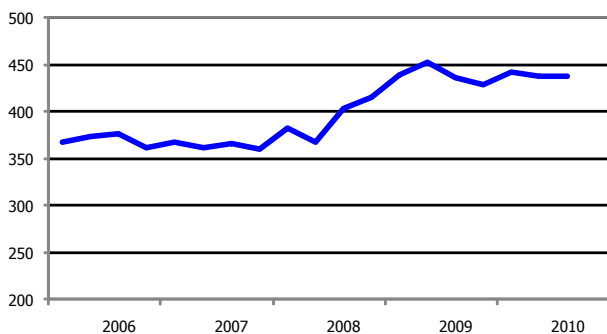
Incidents de paiements sur chèques (en unité)



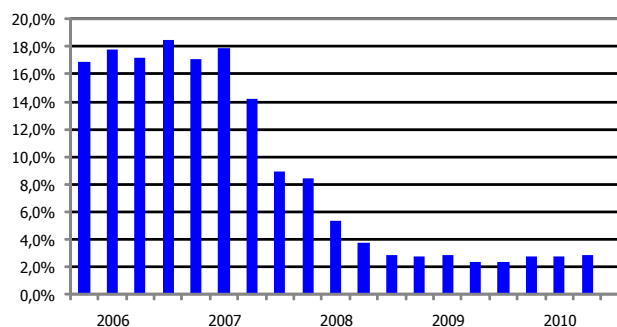
Taux de risque sur paiement sur chèques  
Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



Personnes physiques en interdiction bancaire  
Stock fin de trimestre (en nombre)

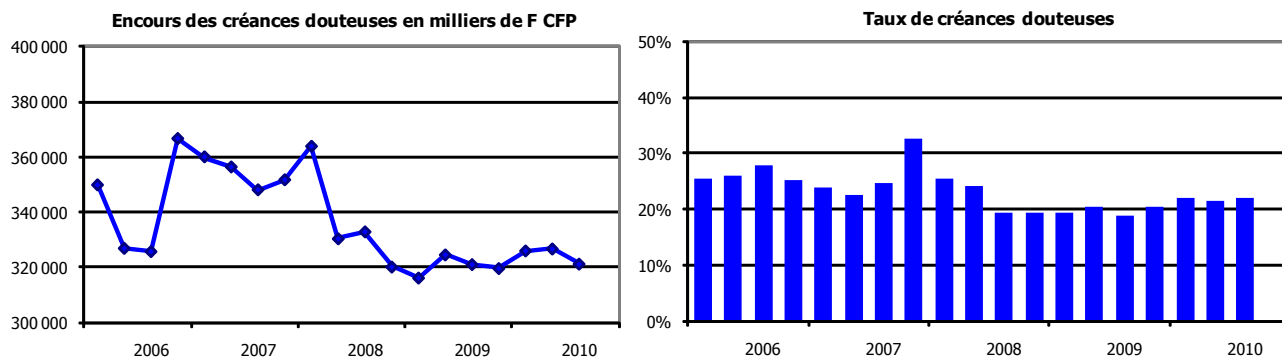


Taux de retrait sur cartes bancaires  
Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs

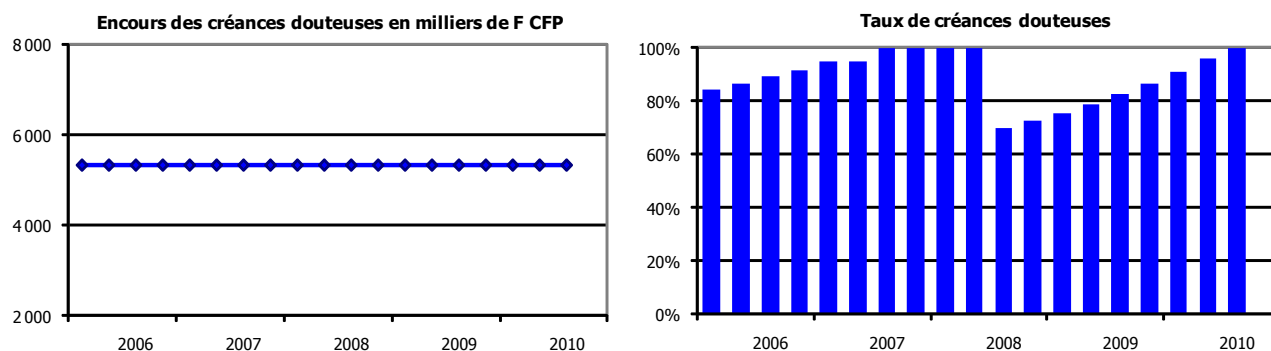


*La vulnérabilité des entreprises*

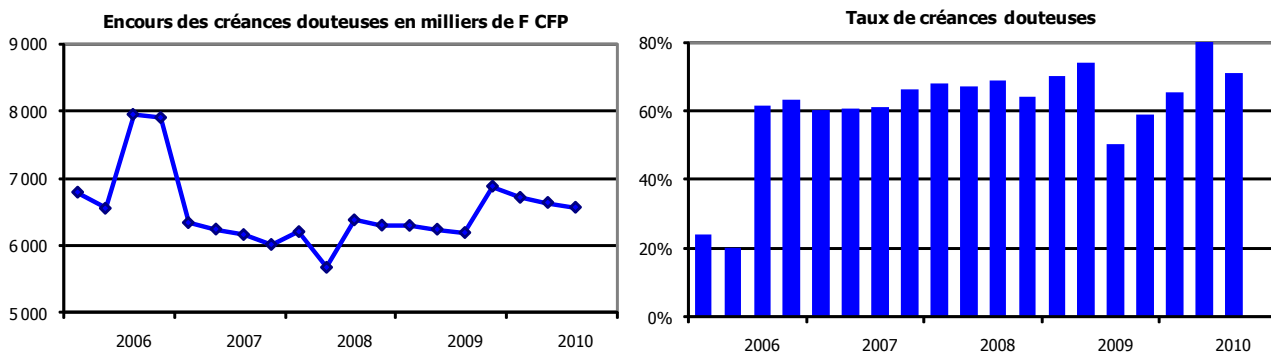
**Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR**



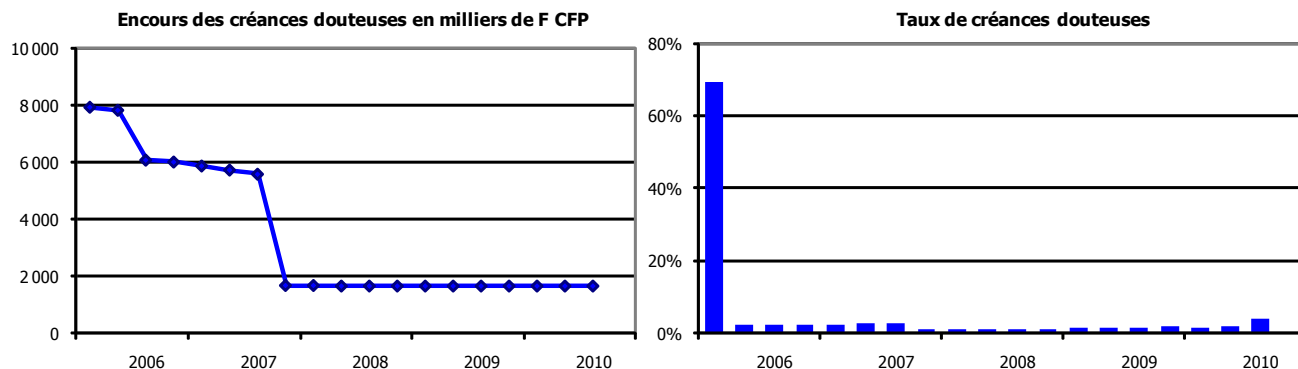
*Agriculture, élevage, pêche et aquaculture*



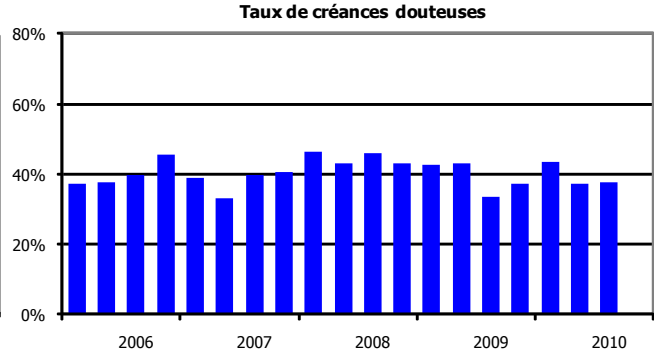
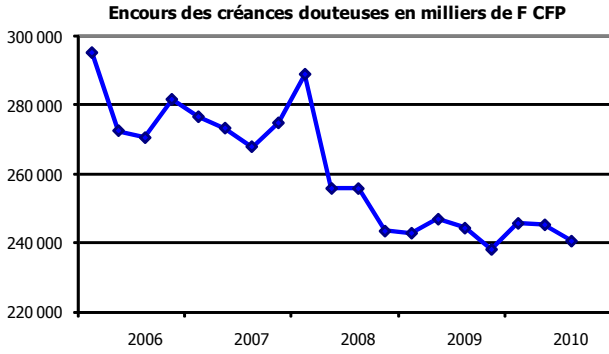
*Industries*



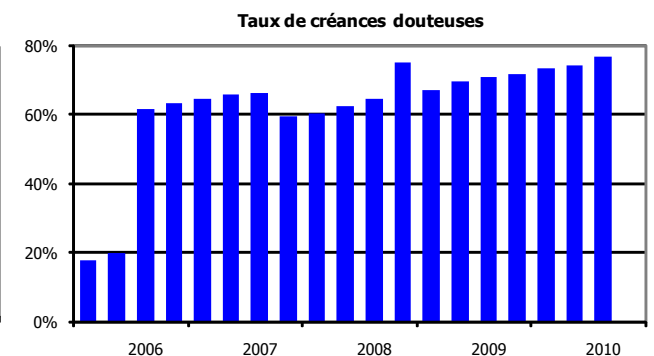
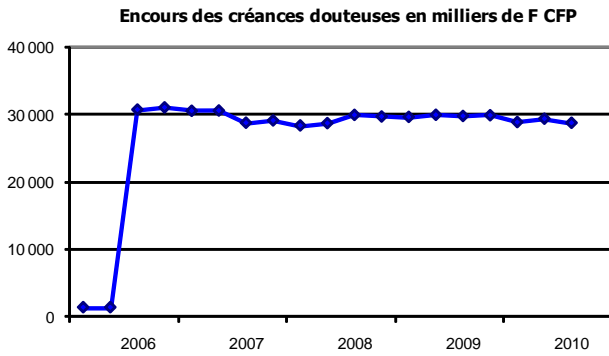
*Construction et BTP*



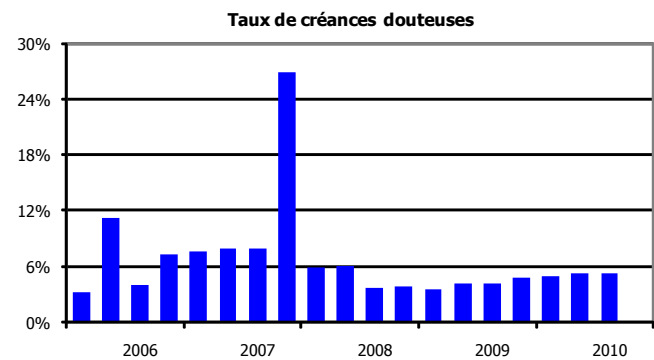
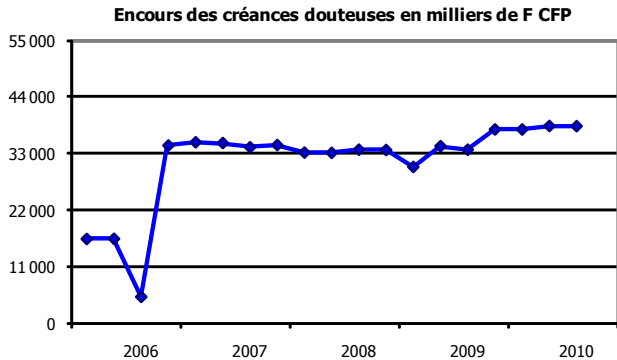
**Commerce**



**Hôtels et restaurants**



**Services**

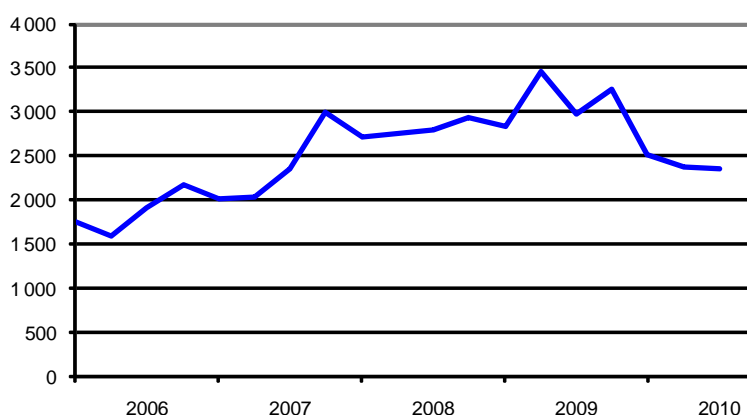


## 6. Le financement des crédits bancaires

### L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>3 293</b>	<b>3 799</b>	<b>4 442</b>	<b>4 642</b>	<b>4 757</b>	<b>3 935</b>	<b>3 659</b>	<b>3 702</b>	<b>1,2%</b>	<b>-20,2%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	36	0	0	0	7	56	700,0%	
Crédits bruts	1 280	1 355	1 478	1 502	1 362	1 281	1 181	1 204	1,9%	-19,8%
Réserves obligatoires et libres	89	91	123	161	136	134	102	95	-7,0%	-40,9%
Position extérieure nette des EC	1 924	2 353	2 805	2 979	3 260	2 520	2 368	2 347	-0,9%	-21,2%
<b>Ressources</b>	<b>3 293</b>	<b>3 799</b>	<b>4 442</b>	<b>4 642</b>	<b>4 757</b>	<b>3 935</b>	<b>3 659</b>	<b>3 702</b>	<b>1,2%</b>	<b>-20,2%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	2 587	2 986	3 739	3 869	3 913	3 171	2 981	3 024	1,4%	-21,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	674	691	703	728	714	717	678	678	0,0%	-6,9%
Excédent des opérations diverses des EC	33	123	0	45	130	47	0	0		
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette des EC (en millions de F. CFP)

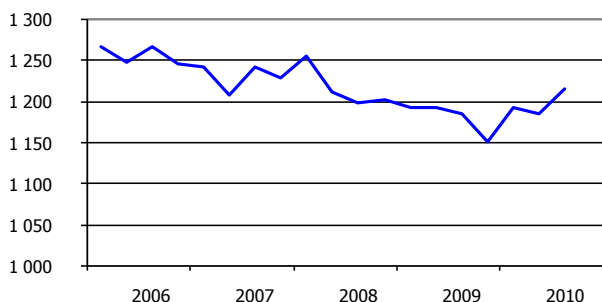


## 7. La monétique et les échanges de valeurs

### 7.1 La monétique

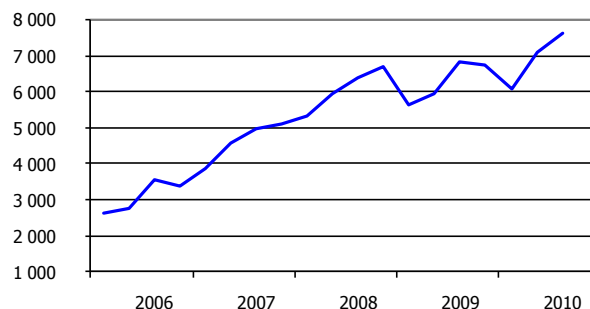
Monétique									Variation	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>										
Carte bleue	1 266	1 242	1 199	1 186	1 151	1 192	1 185	1 215	2,5%	2,4%
Carte Jade	0	0	0	0	0	0	-	-		
Cartes privatives	0	0	0	0	0	0	-	-		
Nombre de cartes	1 266	1 242	1 199	1 186	1 151	1 192	1 185	1 215	2,5%	2,4%
Terminal de paiements électronique										
Nombre de TPE	29	26	30	32	33	34	34	36	5,9%	12,5%
Nombre de transactions	3 530	4 965	6 398	6 836	6 734	6 056	7 101	7 613	7,2%	11,4%
Montants (milliers de XPF)	113 185	130 834	171 886	171 061	174 968	134 624	178 692	198 705	11,2%	16,2%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	32	26	27	25	26	22	25	26	3,7%	4,3%
Machines de traitement mécanique										
Nombre de MTM	0	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de transactions	7	1	7	7	2	1	14	3	-78,6%	-57,1%
Montant (en milliers de XPF)	506	66	392	366	143	58	1 647	10	-99,4%	-97,3%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	72	66	56	52	72	58	118	3	-97,2%	-93,6%
Automates bancaires (DAB, GAB)										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	6 942	7 771	8 236	8 412	7 797	7 506	7 292	7 383	1,2%	-12,2%
Montants (milliers de XPF)	89 172	106 730	115 857	128 529	122 488	112 952	114 444	119 581	4,5%	-7,0%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	13	14	14	15	16	15	16	16	3,2%	15,5%

**Nombre de porteurs**  
(en unité)



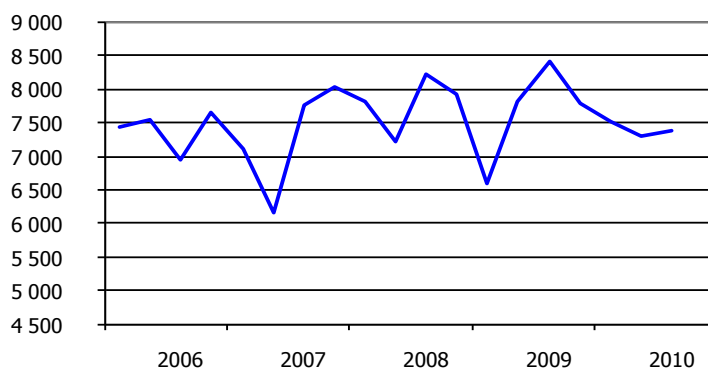
Source: Etablissement de crédit

**Nombre de transactions sur terminaux de paiements**



Source: Etablissement de crédit

**Nombre de retraits sur automates bancaires**

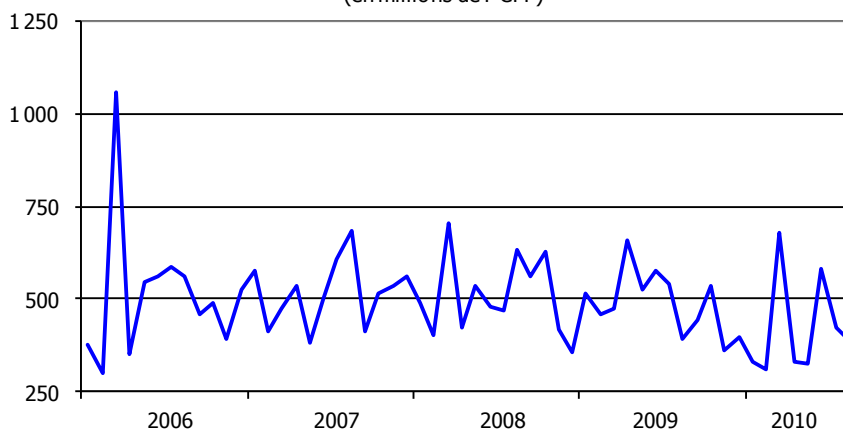


Source: Etablissement de crédit

## 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	Variation	
									1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>4 030</b>	<b>4 520</b>	<b>4 646</b>	<b>4 028</b>	<b>5 317</b>	<b>3 873</b>	<b>3 773</b>	<b>3 893</b>	<b>3,2%</b>	<b>-3,4%</b>
Chèques	1 836	2 297	2 287	2 116	3 013	2 023	2 021	2 075	2,7%	-1,9%
Virements	2 099	2 132	2 263	1 821	2 212	1 757	1 644	1 708	3,9%	-6,2%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	95	91	96	91	92	93	108	110	1,9%	20,9%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>456,5</b>	<b>414,5</b>	<b>560,6</b>	<b>540,5</b>	<b>534,0</b>	<b>329,1</b>	<b>327,7</b>	<b>419,7</b>	<b>28,1%</b>	<b>-22,3%</b>
Chèques	186,1	181,7	265,1	297,2	299,3	205,4	205,1	271,5	32,4%	-8,6%
Virements	268,5	231,3	293,5	242,0	232,6	120,6	120,8	140,8	16,6%	-41,8%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1,9	1,4	1,9	1,3	2,2	3,1	1,8	7,4	311,1%	488,6%

**Compensation des échanges de valeurs**  
(en millions de F CFP)





## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	<b>0,65%</b>

### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

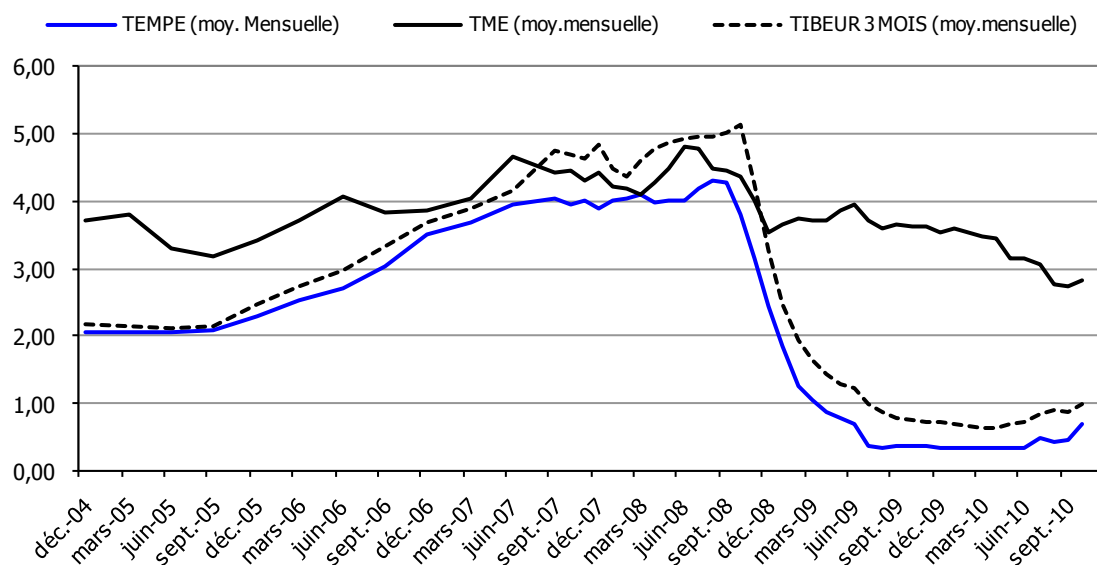
Taux de l'IEOM	4 <sup>e</sup> Trim. 2009	1 <sup>er</sup> Trim. 2010	2 <sup>e</sup> Trim. 2010	3 <sup>e</sup> Trim. 2010
Taux de la facilité de dépôt	0,5% (1)	0,25% (5)	0,25% (5)	<b>0,25% (5)</b>
Taux de l'escompte de chèques	1,75% (1)	1,75% (1)	1,75% (1)	<b>1,75% (1)</b>
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75% (1)	1,75% (1)	1,75% (1)	<b>1,75% (1)</b>
Taux de réescompte des crédits aux entreprises <i>Taux plafond</i>	1,25% (1) 4% (1)	1,25% (1) 4% (1)	1,25% (1) 4% (1)	<b>1,25% (1)</b> <b>4% (1)</b>
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL <i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	3,00% 5,95 %-6,4 % (3)	3,00% 5,85 %-6,3% (4)	3,00% 5,55 %-6,00% (4)	<b>3,00%</b> <b>5,55 %-6,00% (4)</b>

(1) à compter du 19/05/2009 (4) à compter du 01/08/2010

(2) à compter du 01/08/2009 (5) à compter du 27/05/2010

(3) à compter du 01/11/2009

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

**8.4 Taux de l'usure**

**Prêts aux particuliers**

Seuils de l'usure	4 <sup>e</sup> Trim. 2009	1 <sup>er</sup> Trim. 2010	2 <sup>e</sup> Trim. 2010	3 <sup>e</sup> Trim. 2010
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	6,72%	6,57%	6,29%	<b>6,09%</b>
- Prêts à taux variable	6,12%	5,92%	5,75%	<b>5,35%</b>
- Prêts à taux relais	6,59%	6,40%	6,25%	<b>5,96%</b>
<b>Autres prêts</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,40%	21,45%	21,63%	<b>21,15%</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,20%	19,71%	19,45%	<b>19,27%</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	9,20%	8,88%	8,85%	<b>8,61%</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

**Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale**

Seuils de l'usure	4 <sup>e</sup> Trim. 2009	1 <sup>er</sup> Trim. 2010	2 <sup>e</sup> Trim. 2010	3 <sup>e</sup> Trim. 2010
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,81%	10,57%	9,53%	<b>9,27%</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,83%	5,53%	5,32%	<b>4,99%</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,92%	6,61%	5,75%	<b>6,25%</b>
- Découverts en compte (2)	13,16%	13,21%	13,33%	<b>13,39%</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	6,20%	5,71%	5,73%	<b>5,93%</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

**Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale**

Seuils de l'usure	4 <sup>e</sup> Trim. 2009	1 <sup>er</sup> Trim. 2010	2 <sup>e</sup> Trim. 2010	3 <sup>e</sup> Trim. 2010
- Découverts en compte (3)	13,16%	13,21%	13,33%	<b>13,39%</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## Annexes méthodologiques

### 1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

<b>Secteurs</b>	<b>Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)</b>
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : Y.BARROUX  
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE  
Editeur : IEOM  
Achévé d'imprimer : février 2011  
Dépôt légal : février 2011- n° ISSN : 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA  
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA  
Territoire des îles Wallis et Futuna  
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03  
e-mail : [agence@ieomwf.fr](mailto:agence@ieomwf.fr)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)



## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [agence@ieom.wf](mailto:agence@ieom.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03